

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Quatrième trimestre de 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

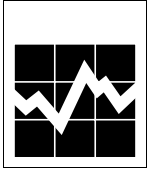
Renseignements pour accéder au produit

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Quatrième trimestre de 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2006

N° 13-010-XIF au catalogue, vol.4, no 4

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Aperçu.	6
L'investissement demeure une source de vigueur	7
L'accumulation des stocks ralentit mais demeure forte	7
Les exportations reprennent après avoir connu un début lent en 2005	7
Le revenu du travail et les bénéfices des sociétés affichent une autre hausse marquée	8
Les dépenses de consommation s'accroissent	8
Le PIB par industrie : faits saillants pour décembre 2005	8
Revue de fin d'année.	9
PIB en termes de revenus et de dépenses	11
L'investissement résidentiel cède le pas à l'investissement non résidentiel	11
Les consommateurs font main basse sur les articles à prix élevé en 2005	12
Les exportations se redressent au cours de la deuxième moitié de l'année	12
Les répercussions des prix élevés de l'énergie se font sentir dans l'ensemble de l'économie	13
Les prix pour l'ensemble de l'économie progressent encore une fois en 2005	14
PIB par industrie	20
La fabrication stimulée par la production de pièces de véhicules automobiles	21
Les véhicules automobiles animent le commerce de gros mais affaiblissent le commerce de détail	21
Les travaux de génie continuent de dynamiser le secteur de la construction	21
Le secteur de l'énergie recule légèrement	21
Autres activités	22
Revue du quatrième trimestre de 2005	22
Revue de fin d'année 2005	23
Balance des paiements internationaux	27
Compte courant	27
Autre hausse marquée de l'excédent au chapitre des biens	27
Bénéfices plus faibles au chapitre des investissements directs au Canada	28
Les services demeurent stables	29
Compte financier	29
Les titres étrangers continuent d'attirer les investisseurs canadiens	29
Investissements modérés à l'étranger des investisseurs directs du Canada	30
Les investissements étrangers directs au Canada font un bond pour le deuxième trimestre d'affilée	30
Les investissements étrangers en titres canadiens vont aux actions et aux effets à court terme	31
Les investisseurs étrangers achètent des effets canadiens, mais vendent des obligations	31
Opérations liées aux dépôts et aux prêts	32
Flux financiers	35
Les emprunts des ménages fléchissent	35
Les sociétés continuent d'accumuler des excédents	36
L'emprunt des administrations publiques est en hausse	36
Revue de fin d'année.	36

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	42
Bilan des investissements internationaux	44
Progression considérable des avoirs en obligations étrangères	45
Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger	46
Augmentation des investissements directs étrangers au Canada	46
Variation trimestrielle importante des avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien	46
Comptes du bilan national	48
Accélération de la valeur nette nationale	48
La situation financière des sociétés continue de s'améliorer	49
La valeur nette des ménages augmente moins rapidement	49
Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB continue de diminuer	49
Sommaire annuel, 2005	50
Amélioration plus lente du bilan national	50
Les ressources naturelles contribuent à l'augmentation du taux de croissance du patrimoine national	50

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2005.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* du troisième trimestre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2005.

Aperçu

Quatrième trimestre de 2005 et décembre 2005

Les dépenses d'investissement, les exportations et les dépenses personnelles ont toutes progressé au quatrième trimestre, ce qui a entraîné une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel de 0,6 %. En décembre, la production mensuelle était en hausse de 0,4 % après avoir progressé de 0,2 % en novembre et de 0,3 % en octobre.

La croissance du PIB réel (+0,6 %) s'est modérée au quatrième trimestre par rapport à celle de 0,9 % affichée au troisième. Les dépenses intérieures sont demeurées vigoureuses, progressant de 1,1 % au quatrième trimestre; toutefois, une part croissante de cette demande a été satisfaite par les importations, qui ont augmenté de 2,7 %, atténuant la croissance du PIB.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation	Variation
		annualisée	d'une
	%		
			année à
			l'autre
Premier trimestre de 2005	0,5	2,1	3,2
Deuxième trimestre de 2005	0,9	3,6	2,8
Troisième trimestre de 2005	0,9	3,5	2,8
Quatrième trimestre de 2005	0,6	2,5	2,9
2005	2,9	...	2,9

1 La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

L'investissement et les exportations ont de nouveau joué un rôle important dans la croissance globale. Les exportations ont augmenté de 2,3 % après une hausse de 1,8 % au troisième trimestre, tandis que l'investissement en ouvrages non résidentiels et équipement a encore progressé (+3,1 %).

Tant les industries productrices de biens (+0,8 %) que les industries productrices de services (+0,7 %) ont contribué à la croissance au quatrième trimestre. Toutefois, la croissance dans les industries productrices de biens s'est ralentie par rapport à celle de 1,3 % affichée au troisième trimestre, sous l'effet d'une baisse considérable de la production de l'industrie minière (à l'exclusion de l'extraction du pétrole et du gaz).

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) a progressé de 0,8 %, stimulée par la fabrication, l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz, tandis que les services publics ont fléchi de 0,7 %, principalement sous l'effet du recul de la production d'électricité. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a progressé de 1,4 %, grâce au secteur de la fabrication, tandis que l'extraction minière et les services publics ont affiché un repli.

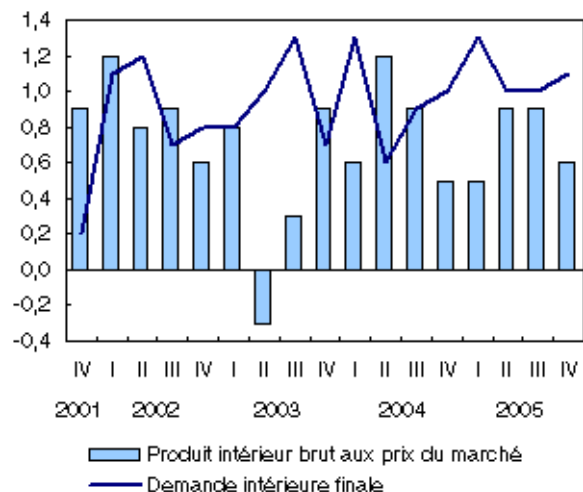
Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice des prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 1,3 % au quatrième trimestre, un peu moins que l'augmentation de 1,6 % enregistrée au troisième. Une part importante de la hausse a été attribuable à l'augmentation des prix de l'énergie. Si l'on exclut l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre et de 0,4 % au troisième.

L'économie a progressé à un taux annualisé de 2,5 % au quatrième trimestre, un ralentissement par rapport à celui de 3,5 % affiché au troisième.

Pour l'ensemble de 2005, le PIB a augmenté de 2,9 %, taux de croissance identique à celui enregistré en 2004, les sources de croissance différant toutefois quelque peu d'une année à l'autre.

La demande intérieure finale continue d'augmenter plus rapidement que le PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement demeure une source de vigueur

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et équipement a continué de progresser au quatrième trimestre, augmentant de 3,1 %, à la suite d'une hausse aussi forte de 3,3 % affichée au troisième.

Les dépenses des entreprises en ouvrages non résidentiels sont demeurées vigoureuses, augmentant de 2,9 %, soit une croissance un peu plus élevée qu'au trimestre précédent grâce, dans une large mesure, à une hausse de 3,2 % de l'investissement en ouvrages de génie.

L'investissement en machines et matériel a continué de croître au rythme établi au troisième trimestre, progressant de 3,2 %. La vigueur soutenue de l'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau ainsi qu'en machinerie industrielle combinée à l'augmentation de 18,5 % de l'investissement en autre équipement de transport ont contribué à la forte performance trimestrielle.

Cet investissement a aidé à faire augmenter les importations qui ont progressé de 2,7 % après une hausse presque aussi prononcée (+2,5 %) au troisième trimestre. Cette activité s'est traduite par une croissance à l'échelle du secteur du commerce de gros (+2,0 %). La plupart des grossistes ont enregistré des résultats positifs au quatrième trimestre, particulièrement les grossistes de machines et de matériel, de véhicules automobiles, de vêtements et de matériaux de construction.

Seule la vigueur des activités de rénovation a empêché l'investissement en bâtiments résidentiels (+0,3 %) d'enregistrer une baisse, la valeur de la construction résidentielle neuve et les coûts de transfert de propriété ayant diminué au quatrième trimestre. La valeur de la construction résidentielle neuve a maintenant affiché quatre trimestres de baisse d'affilée, situation qui se produit pour la première fois depuis la fin des années 90. En 2005, la construction résidentielle a augmenté de 3,3 %, soit une hausse sensiblement inférieure à celle de 8,3 % enregistrée en 2004.

L'accumulation des stocks ralentit mais demeure forte

Les stocks ont crû de 12 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit un peu moins que l'augmentation de 14 milliards de dollars enregistrée au troisième.

Les stocks des détaillants ont crû de 3,9 milliards de dollars, après une baisse de 1,9 milliard de dollars au cours du troisième trimestre. Cette augmentation a été largement compensée par une accumulation beaucoup plus lente des stocks dans le commerce de gros et les services publics.

L'accumulation des stocks s'est poursuivie à un rythme soutenu depuis le troisième trimestre de 2004, se répartissant de façon égale dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail.

Les exportations reprennent après avoir connu un début lent en 2005

Une croissance généralisée, y compris un bond au chapitre des produits de la forêt, a fait augmenter les exportations de 2,3 % au quatrième trimestre après avoir enregistré une hausse de 1,8 % au troisième. Cette croissance a aidé à alimenter la production manufacturière, qui a progressé de 0,8 %, soit à un taux un peu plus élevé qu'au trimestre précédent.

Presque toute la croissance de la production manufacturière s'est concentrée dans la production de biens durables, particulièrement de machines (+5,4 %), de matériel de transport (+2,1 %), de produits métalliques ouvrés (+2,4 %) et de produits minéraux non métalliques (+3,6 %). La croissance des exportations de matériel de transport a été alimentée par une plus forte demande des États-Unis de véhicules automobiles populaire fabriqués au Canada. Les exportations de produits automobiles ont augmenté de plus de 7 % pour le deuxième trimestre d'affilée.

Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Juillet 2005 ^f	Août 2005 ^f	Septembre 2005 ^f	Octobre 2005 ^f	Novembre 2005 ^f	Décembre 2005 ^P
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %						
Ensemble des industries	0,3	0,6	-0,1	0,3	0,2	0,4
Industries productrices de biens	0,6	1,1	-0,3	0,6	-0,1	0,5
Industries productrices de services	0,1	0,4	0,0	0,2	0,3	0,3
Production industrielle	0,6	1,4	-0,7	0,8	-0,3	0,6
Construction	0,6	0,3	0,8	0,9	0,8	0,7
Commerce de gros	-1,4	2,5	0,7	1,0	-1,0	1,3
Transport et entreposage	0,6	0,9	0,5	-0,1	0,2	0,7

Les exportations de produits de la forêt ont augmenté de 4,9 %, soit la première hausse en six trimestres. Une part importante de ces exportations était destinée aux États-Unis, en partie pour aider à reconstruire les régions dévastées par l'ouragan Katrina l'an dernier.

Le revenu du travail et les bénéfices des sociétés affichent une autre hausse marquée

Les salaires et traitements ont continué de croître au quatrième trimestre en raison d'un marché du travail très serré, particulièrement en Alberta et en Colombie-Britannique, qui a exercé des pressions à la hausse sur les salaires. Les bénéfices des sociétés ont encore profité des prix plus élevés de l'énergie, bien qu'à un moindre degré qu'au trimestre précédent. Les bénéfices ont progressé de 3,9 % après avoir connu une hausse de 4,7 % au troisième trimestre. Les bénéfices des détaillants, des grossistes et des banques ont tous été vigoureux.

Les dépenses de consommation s'accroissent

La croissance des dépenses de consommation s'est légèrement accélérée au quatrième trimestre, progressant de 0,7 %. Les dépenses au chapitre des vêtements et d'autres biens semi-durables ont augmenté de 1,5 % après avoir affiché une légère baisse au troisième trimestre.

Les achats de biens durables ont reculé de 0,3 % au quatrième trimestre, la première baisse trimestrielle en deux ans. Cette diminution a été attribuable à une baisse de 3,5 % des achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion. Malgré le recul enregistré au quatrième trimestre, la croissance au chapitre des véhicules automobiles neufs et d'occasion pour l'année s'est établie à 3,3 %, soit une nette amélioration par rapport à la baisse de 1,9 % enregistrée en 2004.

Le PIB par industrie : faits saillants pour décembre 2005

L'économie canadienne a crû de 0,4 % en décembre 2005 après avoir affiché un taux de croissance de 0,2 % en novembre, principalement en raison de la vigueur de la fabrication de produits durables, du commerce de gros, de la construction ainsi que du transport et de l'entreposage. Les baisses enregistrées dans les secteurs de l'extraction de pétrole et de gaz et de la foresterie ont contribué à réduire la croissance globale.

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) a progressé de 0,6 % en décembre, stimulée principalement par la fabrication (+0,9 %). Les services publics ont connu une légère croissance de 0,1 % tandis que le secteur de l'extraction minière du pétrole et gaz a reculé de 0,1 %. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a progressé de 0,9 % en décembre, grâce à la production manufacturière, aux services publics et à l'industrie minière.

La production manufacturière a repris en décembre, augmentant de 0,9 % après avoir reculé de 0,5 % en novembre. La production s'est accrue dans 11 des 21 grands groupes, représentant 70 % de la production de ce secteur. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées par les fabricants de matériel de transport (+0,8 %), particulièrement de pièces de véhicules automobiles, qui ont accusé trois baisses mensuelles consécutives.

Le commerce de gros a progressé de 1,3 % en décembre, principalement grâce à une forte augmentation de la demande de véhicules automobiles. Si l'on exclut les véhicules automobiles, le commerce de gros est resté essentiellement inchangé. Après deux augmentations mensuelles consécutives, le secteur du commerce de détail a stagné en décembre en raison d'une baisse des ventes d'automobiles neuves.

Les activités de construction ont augmenté de 0,7 % en raison de la vigueur soutenue de la construction résidentielle (+0,8 %) et des activités de génie, des réparations et des autres activités de construction (+0,8 %).

Le secteur de l'énergie a reculé en décembre (-0,5 %). Une baisse de la production de gaz naturel a compensé une forte augmentation au chapitre de l'extraction de pétrole brut. L'activité minière, cependant, a connu un essor en raison de la production accrue de métaux et de minéraux non métalliques (incluant les diamants et la potasse).

Le secteur du transport et de l'entreposage a progressé de 0,7 %, la plupart des types de services de transport affichant une augmentation de leurs activités.

Revue de fin d'année

L'année 2005 a été celle du consommateur, le bond de 4,0 % des dépenses personnelles en biens et services ayant contribué le plus à la croissance globale du PIB réel. Il s'agit de la plus forte hausse annuelle enregistrée depuis 2000, quand la montée en flèche du revenu du travail a conduit à une augmentation des dépenses personnelles.

Cette solide performance est attribuable à une croissance généralisée dans la plupart des catégories de dépenses, à un essor important au premier trimestre et à une croissance soutenue tout au long du reste de l'année.

En 2005, la croissance de l'investissement en ouvrages non résidentiels a atteint 6,8 %, une forte hausse par rapport à celle de 0,8 % enregistrée en 2004. L'investissement en bâtiments résidentiels, au contraire, a ralenti de façon marquée, le taux de croissance annuel s'étant établi à 3,3 % comparativement à 8,3 % en 2004.

Alors que l'investissement en bâtiments résidentiels et l'investissement en ouvrages non résidentiels se sont succédés à l'avant-scène au cours des deux dernières années, la poussée de l'investissement au cours des trois dernières années demeure principalement attribuable à l'investissement en machines et matériel, qui a augmenté de 10,7 % pour l'année, son meilleur rendement annuel depuis 1997. Cette augmentation s'est traduite par une hausse de 9,1 % de la production des fabricants de machines et elle explique en partie le bond de 8,1 % enregistré pour le commerce de gros.

Le bond de 14 % de la production du secteur de l'exploration pétrolière et gazière était attribuable aux prix élevés de l'énergie. La production du secteur de l'énergie, toutefois, n'a augmenté que de 1,9 %, les difficultés de production dans les sables bitumineux durant le premier trimestre de 2005 venant entraver l'extraction de pétrole.

Les prix élevés de l'énergie ont également contribué à faire augmenter les revenus à l'échelle de l'économie, une bonne partie de ces gains se reflétant dans les bénéfices des sociétés de même que dans le revenu personnel. En 2005, la rémunération des salariés a crû de 5,4 %, soit la plus forte augmentation annuelle enregistrée depuis 2000. La hausse a été particulièrement marquée en Alberta et en Colombie-Britannique.

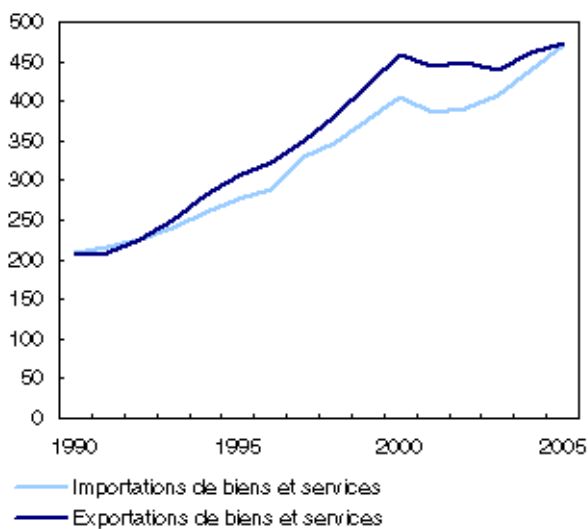
Même si l'augmentation annuelle de 10,7 % des bénéfices en 2005 était bien en deçà de celle de 18,7 % enregistrée en 2004, elle représente une autre année dans une série inégalée de résultats solides des sociétés qui s'est amorcée en 1993. La dernière série d'augmentations a commencé au troisième trimestre de 2003, en raison principalement des prix plus élevés des exportations de produits canadiens de l'énergie, qui ont augmenté de 71 % au cours de cette même période.

La demande intérieure finale a progressé de 4,3 % pour l'année. Depuis 2001, la croissance de la demande intérieure finale a été égale ou supérieure à celle du PIB réel.

L'appréciation du dollar canadien au cours des trois dernières années a contribué à la diminution de 10% des prix des importations. Ces prix à la baisse ont mené à une augmentation de la demande pour des importations, les entreprises canadiennes substituant des biens étrangers moins dispendieux aux biens fabriqués au Canada. Une plus grande part de notre demande intérieure finale est satisfaite par les importations plutôt que par la production intérieure.

Les importations rattrapent les exportations en 2005

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Après une poussée solide en 2004, la croissance de la production du secteur de la fabrication a été réduite de moitié en 2005 (+2,2 %). Les fabricants ont dû composer avec un dollar fort (qui a atteint sa valeur la plus élevée face à la devise américaine en plus de dix ans), avec les coûts élevés des intrants (comme le pétrole) et avec une forte concurrence internationale. Presque toute la croissance s'est concentrée dans la production de biens durables (+4,0 %) tandis que la production de biens non durables, plus sensibles à la concurrence internationale, a légèrement fléchi de 0,4 %, sous l'effet de baisses marquées dans les textiles et le vêtement.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	647 288	654 312	662 636	672 952	684 312	695 800	643 964	678 925
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>4,2</i>	<i>5,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 804	181 484	183 580	188 968	197 780	205 416	175 148	193 936
	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>2,9</i>	<i>4,7</i>	<i>3,9</i>	<i>18,7</i>	<i>10,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	57 112	57 312	57 284	57 844	61 284	68 548	55 408	61 240
	<i>3,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>11,9</i>	<i>10,3</i>	<i>10,5</i>
Revenu net des entreprises individuelles	85 068	85 296	85 228	85 680	86 728	87 232	83 893	86 217
	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>7,0</i>	<i>2,8</i>
Impôts moins subventions	150 276	151 212	152 272	155 120	155 284	156 168	148 682	154 711
	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>5,1</i>	<i>4,1</i>
Revenu personnel disponible	751 336	757 772	761 688	770 880	784 000	794 168	747 496	777 684
	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>3,9</i>	<i>4,0</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	1,4	1,0	-0,3	-0,6	-0,1	0,3	1,4	-0,2

désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	642 702	648 794	658 442	664 610	668 614	673 414	640 630	666 270
	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>4,0</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	210 713	211 801	213 012	214 702	217 041	218 992	210 049	215 937
	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>
Formation brute de capital fixe	241 206	245 637	249 630	252 566	258 023	263 572	240 150	255 948
	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>6,6</i>	<i>6,6</i>
Investissements en stocks	17 458	22 370	17 761	13 014	14 372	11 969	11 535	14 279

Exportations de biens et services	465 940	462 289	466 045	465 418	473 836	484 795	461 675	472 524
	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>5,0</i>	<i>2,3</i>
Importations de biens et services	446 727	455 772	464 293	460 524	471 894	484 829	439 619	470 385
	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>2,7</i>	<i>8,1</i>	<i>7,0</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 131 229	1 137 256	1 143 107	1 153 132	1 163 112	1 170 432	1 124 428	1 157 446
	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	335 635	336 330	336 657	337 959	342 418	345 215	332 217	340 562
	<i>1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>4,1</i>	<i>2,5</i>
Production industrielle	250 084	250 505	250 259	250 455	253 636	255 610	247 374	252 490
	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>
Secteur de l'énergie	62 867	63 582	62 771	63 457	65 132	65 851	63 109	64 303
	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>2,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,9</i>
Fabrication	183 247	182 866	183 600	182 805	184 168	185 603	180 070	184 044
	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>
Fabrication de biens non durables	74 617	74 096	73 543	73 038	73 518	73 454	73 714	73 388
	<i>1,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,4</i>
Fabrication de biens durables	108 400	108 539	109 821	109 531	110 411	111 905	106 132	110 417
	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>6,5</i>	<i>4,0</i>
Construction	60 813	61 510	62 194	62 988	63 801	65 252	60 689	63 559
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>
Industries productrices de services	712 389	716 314	722 452	730 071	736 499	741 491	709 357	732 628
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	62 952	63 958	65 235	66 985	67 957	69 299	62 306	67 369
	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>5,3</i>	<i>8,1</i>
Commerce de détail	59 811	60 341	61 449	62 121	62 242	62 472	59 405	62 071
	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>4,5</i>
Transport et entreposage	50 068	50 547	50 904	51 356	52 416	52 854	49 804	51 883
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>4,2</i>
Finance, assurances, services immobiliers et de location	207 075	208 219	210 324	212 598	214 633	216 030	206 340	213 396
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Technologies de l'information et des communications	58 616	59 190	60 109	61 056	61 764	61 826	58 112	61 189
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>4,3</i>	<i>5,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2 Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

2005 et quatrième trimestre de 2005

Les dépenses en investissements, les exportations et les dépenses personnelles ont toutes progressé au quatrième trimestre, ce qui a entraîné une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel de 0,6 %.

L'investissement résidentiel cède le pas à l'investissement non résidentiel

L'investissement en machines et matériel (+3,2 %) et en ouvrages non résidentiels (+2,9 %) sont demeurés vigoureux pour un deuxième trimestre consécutif. L'investissement en bâtiments résidentiels est demeuré faible, affichant une augmentation de 0,3 %, la totalité de la croissance étant attribuable à un bond de 2,7 % des activités de rénovation.

Bien que la croissance globale de l'investissement est demeurée inchangée par rapport à 2004, sa composition a évolué de façon significative. En 2004, une part importante de la croissance était attribuable à la vigueur soutenue du marché du logement, l'investissement en bâtiments résidentiels étant en hausse de 8,3 %. En 2005, la croissance du secteur résidentiel a connu un ralentissement, pour s'établir à 3,3 %, tandis que l'investissement en ouvrages non résidentiels reprenait de la vigueur, progressant de 6,8 % en 2005, après une hausse de 0,8 % en 2004.

Une part importante de la croissance récente de l'investissement en ouvrages non résidentiels est le résultat d'une accélération de l'investissement en ouvrages de génie, qui ont augmenté de 3,2 % au quatrième trimestre et de 6,6 % pour l'année. C'est l'industrie de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz qui est la principale responsable de cette croissance récente. Selon les perspectives de 2006 au chapitre des investissements privés et publics qui ont été diffusées récemment, l'investissement dans cette industrie a fait un bond de 17,4 % en 2005 et une autre augmentation de 6,0 % est prévue pour 2006.

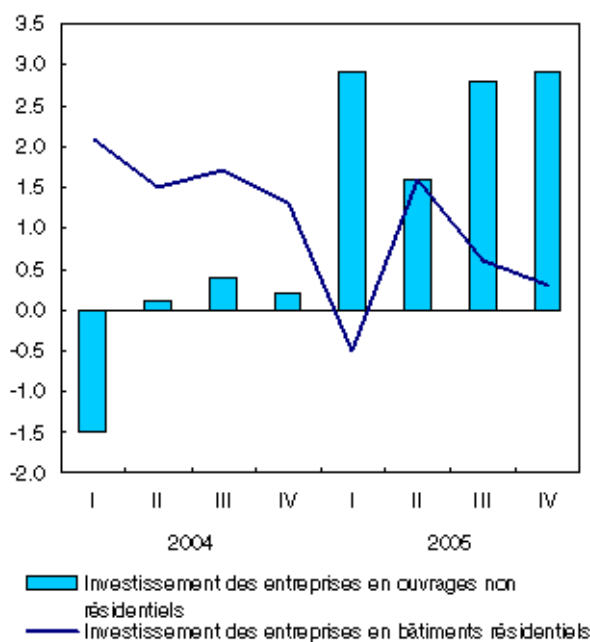
Les activités de rénovation demeurent le seul facteur positif dans l'industrie de la construction résidentielle. L'investissement en rénovations et modifications a augmenté de 2,7 % au quatrième trimestre et de 8,0 % pour l'ensemble de l'année. La valeur de la construction résidentielle neuve a diminué à chaque trimestre en 2005 et les coûts de transfert de propriété, qui étaient en hausse pour chacun des trois premiers trimestres, ont diminué au quatrième, atténuant ainsi la croissance globale.

Au cours des dernières années, les activités de rénovation ont représenté une part de plus en plus importante de l'investissement total en bâtiments résidentiels. En 1992, les activités de rénovation étaient responsables de 33 % du total de l'investissement résidentiel, tandis qu'en 2005, cette proportion avait atteint 38 %.

Alors que l'investissement résidentiel et l'investissement non résidentiel se sont succédés à l'avant scène, l'investissement en machines et matériel a poursuivi son ascension. La croissance a été généralisée en 2005, l'investissement en ordinateurs et autre matériel de bureau ayant augmenté de 25 %, celui au chapitre de l'autre équipement de transport, de 19 %, et celui dans les camions ayant connu une autre bonne année, avec un bond de 13 %. La croissance de l'investissements dans l'équipement de télécommunications est demeurée vigoureuse en 2005 (+6,1 %), mais elle a été de beaucoup inférieure à celle de 23 % enregistrée en 2004.

Reprise des investissements non résidentiels au détriment des investissements résidentiels

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Les consommateurs font main basse sur les articles à prix élevé en 2005

Les dépenses des consommateurs ont augmenté de façon modérée au quatrième trimestre, les achats de vêtements et d'autres biens semi-durables ayant progressé de 1,5 %. Les dépenses en biens durables ont diminué de 0,3 %, en raison principalement d'une baisse de 3,5 % des achats de véhicules neufs et d'occasion. La baisse de la demande de biens durables au quatrième trimestre a fait suite à sept trimestres de croissance.

Mise à part la demande au quatrième trimestre, les ventes des articles à prix élevé, comme les véhicules automobiles, téléviseurs et autres appareils ménagers, ont été fortes tout au long de l'année. Les dépenses en véhicules automobiles neufs et d'occasion ont rebondi, après une baisse de 1,9 % en 2004, progressant de 3,3 % en 2005. Cette hausse combinée à une augmentation de 3,3 % des dépenses au chapitre des réparations et des pièces de véhicules automobiles ont fait monter les dépenses en transports et communications de 3,0 %.

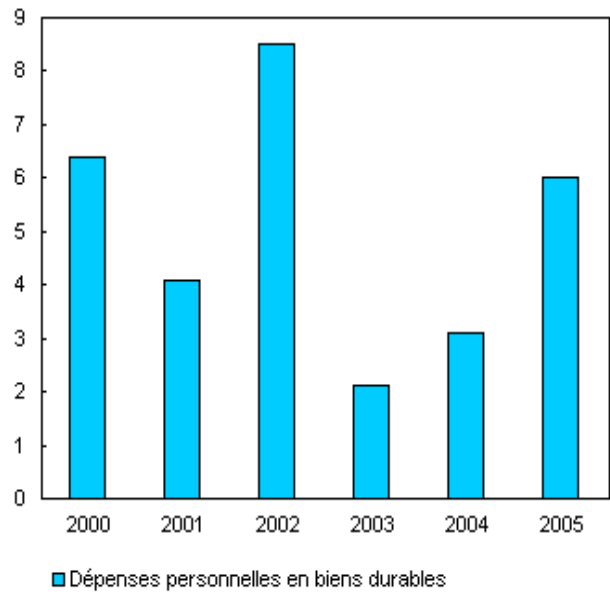
Les dépenses au chapitre des meubles et des appareils ménagers ont progressé de 2,8 % au quatrième trimestre et elles ont enregistré une hausse de 7,5 % pour l'ensemble de l'année, une deuxième année de croissance très vigoureuse. Une part importante de cette hausse est le résultat d'une augmentation de 8,9 % au chapitre des appareils ménagers.

Les Canadiens ont continué à être actifs en 2005, achetant plus de matériel de sports et de camping en plus de matériel de loisirs comme des téléviseurs et des systèmes de cinéma maison. Conséquemment, leurs achats de matériel de loisirs, de sports et de camping ont augmenté de 10,2 %, la hausse annuelle la plus forte parmi toutes les principales catégories de dépenses.

Dans l'ensemble, les dépenses en biens durables ont progressé de 6,0 % en 2005, soit deux fois le taux de croissance enregistré en 2004.

Les consommateurs font main basse sur les articles à prix élevé en 2005

Variation en %, dollars enchaînés (1997)



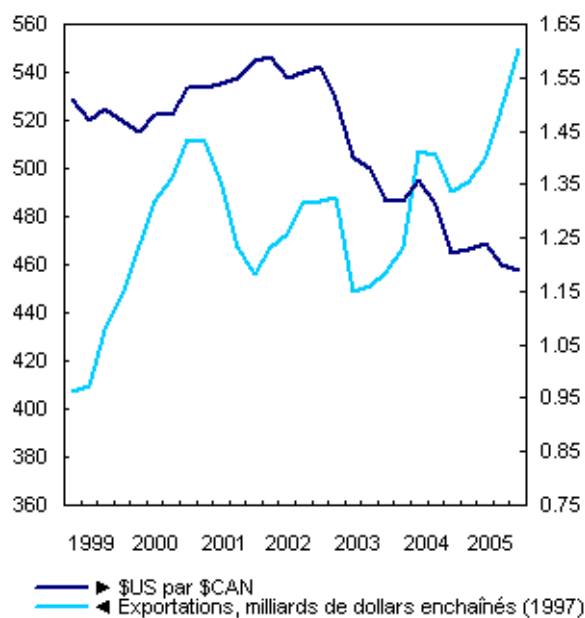
Les exportations se redressent au cours de la deuxième moitié de l'année

Alors que la croissance des exportations au cours des deux premiers trimestres de 2005 a été tout au plus modérée, on a assisté à une reprise marquée pour la deuxième moitié de l'année. Les exportations ont augmenté de 2,3 % au quatrième trimestre, après une hausse de 1,8 % au troisième. Ce sont les exportations de produits automobiles qui sont les principales responsables de cette hausse soudaine, avec une progression de plus de 7 % pendant deux trimestres consécutifs. Pour l'ensemble de l'année, les exportations de produits automobiles ont progressé de 3,7 %, marquant une deuxième année consécutive de croissance significative.

Les exportations de produits de la forêt ont repris au quatrième trimestre, ayant fait un bond de 4,9 %, les projets de reconstruction aux États-Unis, après la dévastation causée par le passage de l'ouragan Katrina l'an dernier, ayant stimulé la demande de bois d'œuvre canadien. Il s'agit de la première hausse trimestrielle depuis le deuxième trimestre de 2004, lorsqu'une hausse similaire avait été enregistrée. Malgré cette poussée au quatrième trimestre, les exportations de produits de la forêt ont été en baisse de 2,2 % pour l'ensemble de l'année.

L'année 2005 a été marquée par une autre appréciation importante du dollar canadien par rapport au dollar américain. La valeur du dollar canadien a augmenté de 7 %, après les hausses de 11 % et 7 % affichées en 2003 et 2004 respectivement. Malgré cette appréciation du dollar, les exportations canadiennes ont été vigoureuses tout au long de la période et demeurent un élément important de la croissance économique globale.

Les exportations connaissent un bon rendement, en dépit de l'appréciation du dollar



Les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche ont connu une autre hausse au quatrième trimestre, après avoir progressé pendant chacun des trimestres de 2005. Une part importante de la croissance récente est le résultat d'une augmentation des exportations d'animaux vivants. L'ouverture des frontières américaines aux bovins canadiens a des répercussions positives sur l'industrie.

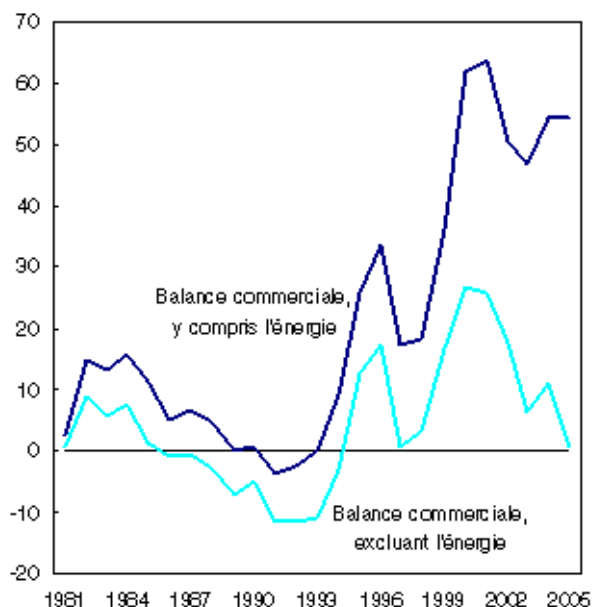
Les répercussions des prix élevés de l'énergie se font sentir dans l'ensemble de l'économie

La croissance du revenu a encore une fois été très forte au quatrième trimestre, les bénéfices des sociétés et le revenu du travail ayant affiché des gains solides. Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 3,9 % au quatrième trimestre, après un troisième trimestre tout aussi vigoureux, et le revenu du travail a maintenu son rythme de croissance de 1,7 % établi au troisième trimestre.

L'année 2005 a été caractérisée par un flux de revenu constant dans l'économie, du fait principalement des bons résultats au chapitre de la balance commerciale (en valeur nominale), qui a dépassé la marque des 50 milliards de dollars. La presque totalité de ce revenu est attribuable à la montée en flèche des prix de l'énergie, la balance commerciale sans l'énergie se situant à un peu moins de 1 milliard de dollars.

La balance commerciale repose entièrement sur les produits de l'énergie

Milliards de dollars



Même si les bénéficiaires des sociétés n'ont pas été aussi reluisants qu'en 2004, ils ont quand même connu une autre année de croissance à deux chiffres, en hausse de 10,7 % en 2005. Une part importante de la croissance globale des deux dernières années est attribuable à une hausse marquée des bénéficiaires des industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que de la fabrication de produits du pétrole et du charbon. D'autres industries, comme la fabrication (sauf de produits du pétrole et du charbon) et la foresterie, n'ont pas connu d'aussi bons résultats, l'appréciation du dollar canadien ayant réduit leurs marges bénéficiaires.

Les sociétés ne sont pas les seules à avoir profité des prix plus élevés de l'énergie. Les administrations publiques ont aussi enregistré des hausses importantes de leurs revenus liés à l'énergie en 2005, les impôts sur le revenu des sociétés ayant augmenté de 11,7 %, et les revenus de placements ayant fait un bond de 10,6 %, en raison principalement de l'augmentation des redevances pétrolières et gazières. Les impôts sur les revenus des particuliers, qui ont augmenté de 10,4 %, étaient l'autre principale source de revenus ayant contribué à la croissance de 7,1 % du revenu du secteur des administrations publiques.

Les prix pour l'ensemble de l'économie progressent encore une fois en 2005

Les prix plus élevés de l'énergie ont non seulement contribué à faire augmenter les revenus, mais ils ont aussi eu des répercussions majeures sur les prix pour l'ensemble de l'économie, qui ont progressé de 1,3 % au quatrième trimestre et de 3,1 % pour l'année.

L'année 2005 est la troisième année consécutive pendant laquelle les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté d'au moins 3 %. Il faut remonter à la fin des années 80 et au début des années 90 pour voir trois augmentations de cette ampleur. À cette époque, une part importante de la hausse était le résultat de l'augmentation des prix à la consommation, contrairement à la hausse actuelle qui repose principalement sur les prix de l'énergie.

Si l'on exclut l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 1,9 % en 2005. Le déflateur du PIB à l'exclusion de l'énergie est calculé en supprimant tous les prix liés à l'énergie avant de calculer les prix pour l'ensemble de l'économie. Cela signifie que les prix comme les prix à l'exportation et à l'importation des produits de l'énergie et les prix des dépenses personnelles au chapitre des carburants et des lubrifiants ainsi que de l'électricité sont supprimés, laissant uniquement les prix qui ne sont pas liés à l'énergie dans l'indice.

Une large part de la croissance globale des prix en 2005 est attribuable aux prix de l'énergie

Année	Prix pour l'ensemble de l'économie	Prix pour l'ensemble de l'économie à l'exclusion de l'énergie
2000	4.2	2.3
2001	1.1	1.0
2002	1.1	2.0
2003	3.3	2.2
2004	3.0	2.9
2005	3.1	1.9

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	647 288 <i>0,9</i>	654 312 <i>1,1</i>	662 636 <i>1,3</i>	672 952 <i>1,6</i>	684 312 <i>1,7</i>	695 800 <i>1,7</i>	643 964 <i>4,2</i>	678 925 <i>5,4</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 804 <i>0,9</i>	181 484 <i>1,5</i>	183 580 <i>1,2</i>	188 968 <i>2,9</i>	197 780 <i>4,7</i>	205 416 <i>3,9</i>	175 148 <i>18,7</i>	193 936 <i>10,7</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	12 084 <i>6,7</i>	12 124 <i>0,3</i>	13 012 <i>7,3</i>	13 356 <i>2,6</i>	13 568 <i>1,6</i>	13 544 <i>-0,2</i>	11 842 <i>1,8</i>	13 370 <i>12,9</i>
Intérêts et revenus divers de placements	57 112 <i>3,1</i>	57 312 <i>0,4</i>	57 284 <i>-0,0</i>	57 844 <i>1,0</i>	61 284 <i>5,9</i>	68 548 <i>11,9</i>	55 408 <i>10,3</i>	61 240 <i>10,5</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 364 <i>19,0</i>	3 052 <i>-9,3</i>	1 868 <i>-38,8</i>	1 376 <i>-26,3</i>	1 544 <i>12,2</i>	1 416 <i>-8,3</i>	2 866 <i>123,9</i>	1 551 <i>-45,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	81 704 <i>1,0</i>	82 244 <i>0,7</i>	83 360 <i>1,4</i>	84 304 <i>1,1</i>	85 184 <i>1,0</i>	85 816 <i>0,7</i>	81 027 <i>5,0</i>	84 666 <i>4,5</i>
Ajustement de la valeur des stocks	796 ...	2 828 ...	-1 292 ...	-2 288 ...	3 312 ...	-1 500 ...	-1 669 ...	-442 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	58 672 <i>0,3</i>	59 160 <i>0,8</i>	59 056 <i>-0,2</i>	60 040 <i>1,7</i>	60 256 <i>0,4</i>	60 492 <i>0,4</i>	58 479 <i>3,7</i>	59 961 <i>2,5</i>
Produit intérieur net aux prix de base	1 039 824 <i>1,8</i>	1 052 516 <i>1,2</i>	1 059 504 <i>0,7</i>	1 076 552 <i>1,6</i>	1 107 240 <i>2,9</i>	1 129 532 <i>2,0</i>	1 027 065 <i>6,2</i>	1 093 207 <i>6,4</i>
Impôts moins subventions, sur produits	91 604 <i>1,7</i>	92 052 <i>0,5</i>	93 216 <i>1,3</i>	95 080 <i>2,0</i>	95 028 <i>-0,1</i>	95 676 <i>0,7</i>	90 203 <i>6,1</i>	94 750 <i>5,0</i>
Provisions pour consommation de capital	173 552 <i>1,2</i>	175 408 <i>1,1</i>	177 620 <i>1,3</i>	180 132 <i>1,4</i>	182 596 <i>1,4</i>	185 360 <i>1,5</i>	172 362 <i>5,4</i>	181 427 <i>5,3</i>
Divergence statistique	504 ...	-1 368 ...	-624 ...	-1 992 ...	-1 100 ...	1 084 ...	555 ...	-658 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 305 484 <i>1,7</i>	1 318 608 <i>1,0</i>	1 329 716 <i>0,8</i>	1 349 772 <i>1,5</i>	1 383 764 <i>2,5</i>	1 411 652 <i>2,0</i>	1 290 185 <i>6,1</i>	1 368 726 <i>6,1</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	724 980	734 376	747 724	758 608	767 716	773 800	721 235	761 962
	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Biens durables	95 236	96 964	98 968	100 248	101 144	100 796	95 075	100 289
	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>5,5</i>
Biens semi-durables	62 116	62 140	63 812	64 520	64 576	65 196	61 515	64 526
	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>4,9</i>	<i>4,9</i>
Biens non durables	178 728	182 132	184 904	187 776	191 772	192 400	177 572	189 213
	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>2,1</i>	<i>0,3</i>	<i>5,4</i>	<i>6,6</i>
Services	388 900	393 140	400 040	406 064	410 224	415 408	387 073	407 934
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>5,5</i>	<i>5,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	249 356	252 176	256 216	261 036	264 476	267 748	248 534	262 369
	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	33 272	33 380	34 168	34 760	35 332	36 256	33 091	35 129
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>2,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,6</i>	<i>6,9</i>	<i>6,2</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	156	-256	36	72	-32	32	21	27
Formation brute de capital fixe des entreprises	228 744	231 452	237 172	242 224	247 272	252 880	225 867	244 887
	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,5</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>9,1</i>	<i>8,4</i>
Bâtiments résidentiels	84 876	86 516	87 144	89 212	90 312	91 712	83 557	89 595
	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>14,5</i>	<i>7,2</i>
Ouvrages non résidentiels	57 828	58 500	60 728	62 588	64 944	67 492	57 139	63 938
	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>3,8</i>	<i>3,1</i>	<i>3,8</i>	<i>3,9</i>	<i>6,0</i>	<i>11,9</i>
Machines et matériel	86 040	86 436	89 300	90 424	92 016	93 676	85 171	91 354
	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>3,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,8</i>	<i>6,1</i>	<i>7,3</i>
Investissement des entreprises en stocks	13 636	19 436	13 984	8 276	8 776	6 840	7 758	9 469
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	12 088	17 636	13 004	7 512	8 724	6 640	6 262	8 970
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	1 548	1 800	980	764	52	200	1 496	499
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	505 948	490 136	494 208	504 488	524 752	549 576	492 580	518 256
	<i>-0,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>4,0</i>	<i>4,7</i>	<i>6,8</i>	<i>5,2</i>
Biens	442 276	425 736	429 712	439 752	459 908	484 232	429 140	453 401
	<i>-0,3</i>	<i>-3,7</i>	<i>0,9</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>	<i>7,2</i>	<i>5,7</i>
Services	63 672	64 400	64 496	64 736	64 844	65 344	63 440	64 855
	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,8</i>	<i>2,2</i>
Moins: Importations de biens et services	450 100	443 460	454 412	461 680	465 632	474 396	438 346	464 030
	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>5,8</i>	<i>5,9</i>
Biens	375 832	368 000	378 156	383 808	388 412	396 620	363 079	386 749
	<i>2,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>6,0</i>	<i>6,5</i>
Services	74 268	75 460	76 256	77 872	77 220	77 776	75 267	77 281
	<i>-2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>4,9</i>	<i>2,7</i>
Divergence statistique	-508	1 368	620	1 988	1 104	-1 084	-555	657
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 305 484	1 318 608	1 329 716	1 349 772	1 383 764	1 411 652	1 290 185	1 368 726
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,0</i>	<i>6,1</i>	<i>6,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 236 352</i>	<i>1 251 384</i>	<i>1 275 280</i>	<i>1 296 628</i>	<i>1 314 796</i>	<i>1 330 684</i>	<i>1 228 727</i>	<i>1 304 347</i>
	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>5,7</i>	<i>6,2</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	642 702	648 794	658 442	664 610	668 614	673 414	640 630	666 270
	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>4,0</i>
Biens durables	98 552	100 130	102 180	104 140	104 951	104 589	98 119	103 965
	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,1</i>	<i>6,0</i>
Biens semi-durables	60 337	60 344	61 785	62 667	62 564	63 533	59 583	62 637
	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2,4</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>5,5</i>	<i>5,1</i>
Biens non durables	143 747	145 154	146 650	146 871	147 127	147 565	143 583	147 053
	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>2,4</i>
Services	341 202	344 352	349 236	352 667	355 772	359 491	340 385	354 292
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>3,7</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	210 713	211 801	213 012	214 702	217 041	218 992	210 049	215 937
	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 614	31 894	32 511	32 656	33 053	33 932	31 722	33 038
	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>2,7</i>	<i>4,9</i>	<i>4,2</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	136	-216	32	60	-24	24	19	23

Formation brute de capital fixe des entreprises	209 654	213 796	217 177	219 960	225 012	229 688	208 500	222 959
	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>	<i>6,9</i>	<i>6,9</i>
Bâtiments résidentiels	67 165	68 019	67 650	68 762	69 180	69 418	66 562	68 753
	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>8,3</i>	<i>3,3</i>
Ouvrages non résidentiels	48 018	48 124	49 521	50 311	51 721	53 246	47 936	51 200
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>2,9</i>	<i>1,6</i>	<i>2,8</i>	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>6,8</i>
Machines et matériel	94 175	97 838	100 597	101 313	104 989	108 329	93 754	103 807
	<i>2,7</i>	<i>3,9</i>	<i>2,8</i>	<i>0,7</i>	<i>3,6</i>	<i>3,2</i>	<i>9,8</i>	<i>10,7</i>
Investissement des entreprises en stocks	17 308	22 619	17 724	12 944	14 401	11 937	11 517	14 252

Non agricoles	14 331	19 281	14 532	9 883	11 693	9 062	8 459	11 293

Agricultures	2 285	2 555	2 514	2 466	2 034	2 234	2 523	2 312

Exportations de biens et services	465 940	462 289	466 045	465 418	473 836	484 795	461 675	472 524
	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>5,0</i>	<i>2,3</i>
Biens	408 164	404 037	407 858	407 220	416 155	426 700	403 962	414 483
	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,5</i>	<i>5,4</i>	<i>2,6</i>
Services	57 991	58 439	58 399	58 407	57 924	58 344	57 909	58 269
	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,6</i>
Moins: Importations de biens et services	446 727	455 772	464 293	460 524	471 894	484 829	439 619	470 385
	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,5</i>	<i>2,7</i>	<i>8,1</i>	<i>7,0</i>
Biens	381 683	387 869	396 511	392 004	403 623	416 130	373 301	402 067
	<i>3,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,0</i>	<i>3,1</i>	<i>8,3</i>	<i>7,7</i>
Services	65 358	68 008	68 093	68 645	68 672	69 324	66 306	68 684
	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>7,3</i>	<i>3,6</i>
Divergence statistique	-440	1 180	533	1 698	928	-899	-493	565

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 131 229	1 137 256	1 143 107	1 153 132	1 163 112	1 170 432	1 124 428	1 157 446
	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 093 886</i>	<i>1 105 353</i>	<i>1 120 072</i>	<i>1 130 812</i>	<i>1 142 486</i>	<i>1 154 624</i>	<i>1 090 105</i>	<i>1 136 999</i>
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>3,9</i>	<i>4,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,5	3,8	6,1	3,8	2,4	2,9	3,4	4,0
Biens durables	5,2	6,6	8,4	7,9	3,2	-1,4	3,1	6,0
Biens semi-durables	8,3	0,0	9,9	5,8	-0,7	6,3	5,5	5,1
Biens non durables	3,0	4,0	4,2	0,6	0,7	1,2	2,3	2,4
Services	2,6	3,7	5,8	4,0	3,6	4,2	3,7	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,0	2,1	2,3	3,2	4,4	3,6	2,7	2,8
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-0,3	3,6	8,0	1,8	5,0	11,1	4,9	4,2
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-88	-352	248	28	-84	48	5	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	7,3	8,1	6,5	5,2	9,5	8,6	6,9	6,9
Bâtiments résidentiels	7,1	5,2	-2,2	6,7	2,5	1,4	8,3	3,3
Ouvrages non résidentiels	1,7	0,9	12,1	6,5	11,7	12,3	0,8	6,8
Machines et matériel	11,4	16,5	11,8	2,9	15,3	13,3	9,8	10,7
Investissement des entreprises en stocks[2]	15 190	5 311	-4 895	-4 780	1 457	-2 464	464	2 735
Non agricoles[2]	14 941	4 950	-4 749	-4 649	1 810	-2 631	1 132	2 834
Agricultures[2]	-84	270	-41	-48	-432	200	-916	-211
Exportations de biens et services	-2,8	-3,1	3,3	-0,5	7,4	9,6	5,0	2,3
Biens	-3,2	-4,0	3,8	-0,6	9,1	10,5	5,4	2,6
Services	0,2	3,1	-0,3	0,1	-3,3	2,9	2,5	0,6
Moins: Importations de biens et services	12,4	8,3	7,7	-3,2	10,2	11,4	8,1	7,0
Biens	15,9	6,6	9,2	-4,5	12,4	13,0	8,3	7,7
Services	-3,4	17,2	0,5	3,3	0,2	3,9	7,3	3,6
Divergence statistique[2]	625	1 620	-647	1 165	-770	-1 827	-88	1 058
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,5	2,1	2,1	3,6	3,5	2,5	2,9	2,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>3,8</i>	<i>4,3</i>	<i>5,4</i>	<i>3,9</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>	<i>3,9</i>	<i>4,3</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
	calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,481	0,526	0,828	0,527	0,337	0,396	1,933	2,217
Biens durables	0,093	0,117	0,150	0,142	0,057	-0,025	0,232	0,431
Biens semi-durables	0,096	0,001	0,113	0,068	-0,008	0,072	0,262	0,240
Biens non durables	0,101	0,134	0,142	0,021	0,024	0,041	0,320	0,334
Services	0,191	0,275	0,423	0,295	0,263	0,308	1,118	1,211
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,096	0,099	0,110	0,153	0,209	0,171	0,521	0,535
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	-0,002	0,022	0,049	0,012	0,031	0,067	0,126	0,105
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,008	-0,031	0,022	0,003	-0,008	0,005	0,000	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,310	0,344	0,278	0,229	0,408	0,369	1,174	1,199
Bâtiments résidentiels	0,112	0,083	-0,036	0,108	0,040	0,022	0,509	0,211
Ouvrages non résidentiels	0,019	0,010	0,129	0,073	0,129	0,138	0,039	0,303
Machines et matériel	0,179	0,252	0,185	0,048	0,239	0,209	0,627	0,685
Investissement des entreprises en stocks	1,228	0,414	-0,388	-0,377	0,107	-0,190	-0,009	0,203
Non agricoles	1,234	0,397	-0,385	-0,373	0,138	-0,203	0,065	0,215
Agricultures	-0,006	0,017	-0,003	-0,004	-0,031	0,013	-0,073	-0,012
Exportations de biens et services	-0,274	-0,299	0,302	-0,050	0,678	0,881	1,901	0,900
Biens	-0,276	-0,337	0,305	-0,051	0,717	0,848	1,774	0,870
Services	0,002	0,038	-0,003	0,001	-0,040	0,034	0,127	0,030
Moins: Importations de biens et services	1,014	0,685	0,630	-0,280	0,831	0,912	2,707	2,315
Biens	1,065	0,457	0,622	-0,327	0,829	0,860	2,284	2,109
Services	-0,050	0,227	0,007	0,047	0,002	0,053	0,423	0,206
Divergence statistique	0,056	0,143	-0,057	0,102	-0,067	-0,157	-0,007	0,092
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,872	0,533	0,514	0,877	0,865	0,629	2,933	2,936
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,885</i>	<i>0,991</i>	<i>1,265</i>	<i>0,920</i>	<i>0,985</i>	<i>1,003</i>	<i>3,753</i>	<i>4,055</i>

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	112,8 <i>0,2</i>	113,2 <i>0,4</i>	113,6 <i>0,4</i>	114,1 <i>0,4</i>	114,8 <i>0,6</i>	114,9 <i>0,1</i>	112,6 <i>1,4</i>	114,4 <i>1,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	118,3 <i>0,0</i>	119,1 <i>0,7</i>	120,3 <i>1,0</i>	121,6 <i>1,1</i>	121,9 <i>0,2</i>	122,3 <i>0,3</i>	118,3 <i>2,3</i>	121,5 <i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	105,2 <i>0,5</i>	104,7 <i>-0,5</i>	105,1 <i>0,4</i>	106,4 <i>1,2</i>	106,9 <i>0,5</i>	106,8 <i>-0,1</i>	104,3 <i>1,9</i>	106,3 <i>1,9</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,1 <i>0,0</i>	108,3 <i>-0,7</i>	109,2 <i>0,8</i>	110,1 <i>0,8</i>	109,9 <i>-0,2</i>	110,1 <i>0,2</i>	108,3 <i>2,0</i>	109,8 <i>1,4</i>
Exportations de biens et services	108,6 <i>0,5</i>	106,0 <i>-2,4</i>	106,0 <i>0,0</i>	108,4 <i>2,3</i>	110,7 <i>2,1</i>	113,4 <i>2,4</i>	106,7 <i>1,7</i>	109,6 <i>2,8</i>
Moins: Importations de biens et services	100,8 <i>-1,6</i>	97,3 <i>-3,5</i>	97,9 <i>0,6</i>	100,3 <i>2,5</i>	98,7 <i>-1,6</i>	97,8 <i>-0,9</i>	99,8 <i>-2,2</i>	98,7 <i>-1,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	115,4 <i>0,8</i>	115,9 <i>0,4</i>	116,3 <i>0,3</i>	117,1 <i>0,7</i>	119,0 <i>1,6</i>	120,6 <i>1,3</i>	114,7 <i>3,0</i>	118,3 <i>3,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>113,0</i> <i>0,1</i>	<i>113,2</i> <i>0,2</i>	<i>113,9</i> <i>0,6</i>	<i>114,7</i> <i>0,7</i>	<i>115,1</i> <i>0,3</i>	<i>115,2</i> <i>0,1</i>	<i>112,7</i> <i>1,7</i>	<i>114,7</i> <i>1,8</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

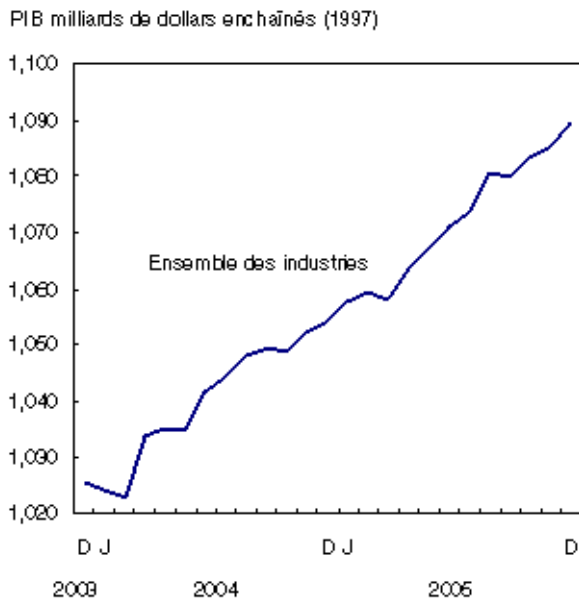
PIB par industrie

Décembre 2005

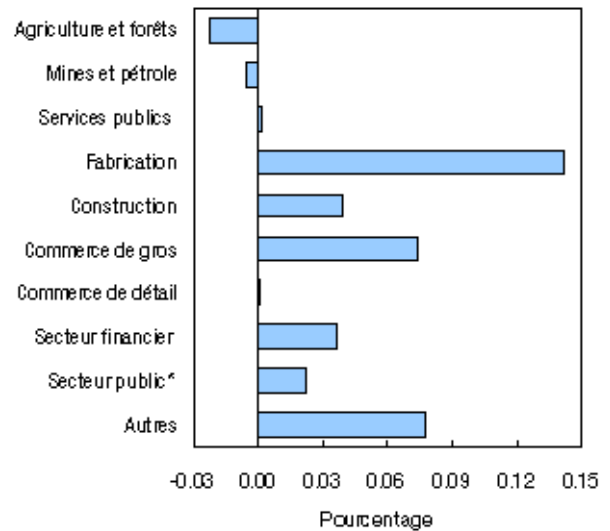
Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,4 % en décembre, après s'être accru de 0,2 % en novembre, principalement en raison de la vigueur de la fabrication de biens durables, du commerce de gros de véhicules automobiles neufs, ainsi que des secteurs de la construction et du transport et de l'entreposage. Le commerce de détail est resté essentiellement inchangé, tandis que le repli de l'extraction pétrolière et gazière de même que de la foresterie a contenu la croissance globale. Des mouvements de grève sporadiques chez les enseignants du Québec ont aussi entravé la croissance des services d'enseignement.

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics au Canada) a augmenté de 0,6 % en décembre, principalement en raison du dynamisme du secteur de la fabrication (+0,9 %). Les services publics ont légèrement progressé (+0,1 %), tandis que le secteur des mines, du pétrole et du gaz a fléchi (-0,1 %). Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle s'est accru de 0,9 % en décembre, sous l'effet de l'expansion du secteur de la fabrication, des services publics et de l'extraction minière.

L'économie canadienne poursuit sa croissance



Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale – Décembre 2005



* Éducation, santé et administrations publiques.

Note aux lecteurs

Un nouveau manuel de référence, intitulé *Produit intérieur brut par industrie : Sources et méthodes détaillées par industrie* (15-548-XIF, 15-548-XWF, gratuit) est maintenant disponible. Ce document décrit en détail les sources de données utilisées pour produire les séries de données mensuelles sur le PIB par industrie. Pour toute information concernant ce manuel, communiquez avec Bernard Lefrançois au (613) 951-3622 (bernard.lefrancois@statcan.ca), Division des comptes des industries.

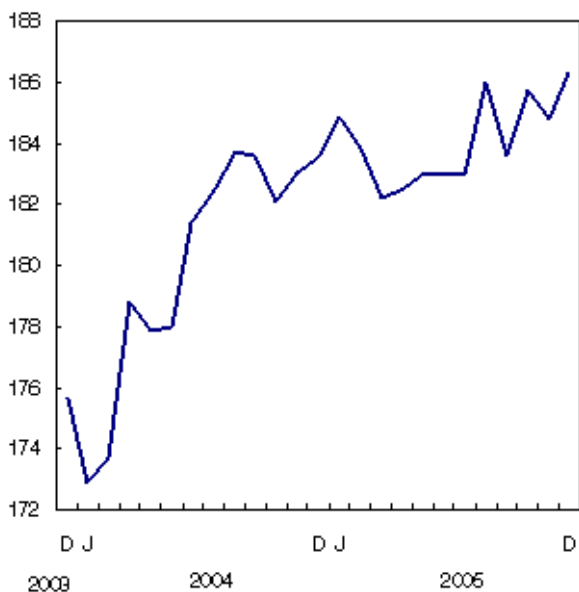
Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne fondés sur l'année de référence 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2002, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2003, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres aux prix de 2002 à la période précédente. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB selon les dépenses, enchaînées trimestriellement. Pour plus de renseignements, consultez la page *Indices de volume en chaîne Fisher* de notre site Web.

La fabrication stimulée par la production de pièces de véhicules automobiles

La production manufacturière a rebondi de 0,9 % en décembre, après s'être contractée de 0,5 % en novembre. Elle a augmenté dans 11 des 21 grands groupes, à l'origine de 70 % de la production de ce secteur. Les plus fortes hausses ont surtout été observées dans la fabrication de biens durables, notamment par les fabricants de machines (+3,4 %), de produits métalliques (+2,4 %), et de matériel de transport (+0,8 %). Après trois mois consécutifs de recul, la production de pièces pour véhicules automobiles a fait un bond appréciable, grâce à l'expansion des industries des moteurs à essence et des composants de direction et de suspension. La production de camions lourds, qui s'était affaïssée en novembre, s'est redressée et a contribué, elle aussi, à la croissance du secteur de la fabrication. En revanche, la fabrication de véhicules automobiles a cédé du terrain pour un deuxième mois d'affilée. L'impression et les fabricants de produits pétroliers ont également accusé un recul.

La fabrication reprend de la vigueur

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Les véhicules automobiles animent le commerce de gros mais affaiblissent le commerce de détail

Le commerce de gros a progressé de 1,3 % en décembre, principalement sous l'effet d'une forte poussée des ventes en gros de véhicules automobiles. Cette hausse compense la baisse de 1,0 % observée en novembre qui faisait suite à trois mois consécutifs de croissance des ventes. Les grossistes de machines et de fournitures ainsi que de matériaux de construction ont également intensifié leurs activités. En excluant les véhicules automobiles, le commerce de gros n'a pas bougé, les ventes d'articles

ménagers et personnels, d'ordinateurs et d'autres appareils électroniques de même que de produits pétroliers ayant diminué.

Après deux hausses mensuelles consécutives, le commerce de détail a marqué une pause en décembre. L'augmentation des ventes de voitures d'occasion a limité la contraction des ventes d'automobiles neuves. Les ventes au détail à l'exclusion des ventes de véhicules automobiles ont progressé de 0,2 %, les hausses observées dans les magasins d'alimentation et de boissons, et dans les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques ayant plus que compensé la diminution des ventes de voitures neuves.

Les travaux de génie continuent de dynamiser le secteur de la construction

Le secteur de la construction a enregistré une hausse de 0,7 %, grâce à la vigueur persistante de la construction résidentielle (+0,8 %) ainsi que des travaux de génie, de réparation et des autres activités de construction. Pour un quatrième mois d'affilée, la construction résidentielle a progressé. Le repli du marché de la revente de maisons dans plusieurs des principales régions métropolitaines s'est traduit par une réduction de 1,1 % des activités des agents et des courtiers immobiliers et par une croissance limitée des activités des avocats et des comptables.

Au cours des 12 mois précédents, les travaux de génie, de réparation et les autres activités de construction de même que la construction non résidentielle avaient bénéficié d'une progression soutenue. En décembre, les travaux de génie ont poursuivi cette tendance de forte croissance (+0,8 %), tandis que la construction non résidentielle est restée inchangée. L'expansion de la construction de bâtiments industriels a été contrebalancée par le fléchissement de la construction de bâtiments à usage commercial et institutionnel.

Le secteur de l'énergie recule légèrement

Le secteur de l'énergie s'est replié en décembre (-0,5 %). Des travaux d'entretien de certaines centrales électriques ont réduit la production d'électricité (-0,3 %), tandis que le temps plus doux qu'à la normale a contribué à la diminution des activités d'exploration pétrolière et gazière (-0,9 %). En outre, la diminution de la production de gaz naturel a fait contrepoids à une forte croissance de l'extraction de pétrole brut, la production combinée de ces deux activités ayant reculé de 0,6 %. Le transport par pipeline de gaz naturel a également chuté de 1,6 %.

En revanche, les mines ont gagné du terrain, en hausse de 3,1 %. La production de métaux s'est accrue de 2,1 %, et la production de minéraux non métalliques (qui comprennent les diamants et la potasse) a grimpé de 4,5 %.

Autres activités

Le secteur du transport et de l'entreposage a enregistré une croissance de 0,7 %, la plupart des modes de transport ayant montré des signes de vigueur. Les hausses les plus appréciables ont été relevées dans le transport ferroviaire, le camionnage, le transport en commun et le transport terrestre de voyageurs. Les activités d'entreposage ont progressé de 1,9 %, le secteur de l'entreposage de produits agricoles ayant affiché une forte hausse pour un deuxième mois d'affilée.

Des mouvements de grève sporadiques chez les enseignants et les professionnels du Québec ont entravé les activités d'enseignement, ainsi que celles des administrations publiques provinciales en décembre.

Revue du quatrième trimestre de 2005

Au quatrième trimestre de 2005, le Canada a enregistré un taux de croissance économique inférieur à celui du trimestre précédent. Toutefois, tant les industries productrices de biens (+0,8 %) que le secteur des services (+0,7 %) ont participé à la croissance. La fabrication de biens non durables, le commerce de gros et la construction ont été les principales sources de croissance au cours du trimestre. Des replis dans la foresterie, les services d'enseignement et dans les services publics ont freiné la croissance totale.

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) a augmenté de 0,8 %, sous l'impulsion du secteur de la fabrication et de celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière, tandis que les services publics ont fléchi de 0,7 %, principalement en raison d'une baisse de la production d'électricité. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a progressé de 1,4 %, grâce à la vitalité du secteur de la fabrication, le secteur de l'extraction minière et les services publics ayant reculé.

La production manufacturière a augmenté de 0,8 %, un rythme un peu plus soutenu qu'au trimestre précédent. La croissance s'est très largement concentrée dans la production de biens durables, particulièrement de machines (+5,4 %), de matériel de transport (+2,1 %), de produits métalliques (+2,4 %) et de produits minéraux non métalliques (+3,6 %). La hausse de la production de biens durables a été animée par la demande accrue de véhicules automobiles populaires aux États-Unis et fabriqués au Canada, et par la demande intérieure de machines, notamment celles pour la construction et pour l'extraction minière (+7,7 %), demande attribuable à l'expansion des activités de développement liées à la production de pétrole.

L'appréciation du dollar canadien et la place de plus en plus importante qu'occupent la Chine et l'Inde dans le commerce international ont contribué à la diminution globale de la production de biens non durables (-0,1 %), à l'exception notable des produits en plastique (+5,2 %).

L'intensification des importations et des exportations s'est aussi traduite par la montée du commerce de gros (+2,0 %). La plupart des catégories de grossistes ont déclaré des résultats positifs au quatrième trimestre, particulièrement les grossistes de machines et de fournitures, de véhicules automobiles, de vêtements et de matériaux de construction. Le commerce de détail, toutefois, a affiché un niveau d'activité modéré (+0,4 %) par rapport à celui observé au début de l'année. La contraction des ventes de véhicules automobiles neufs a entraîné tout le secteur à la baisse, car le commerce de détail à l'exclusion des concessionnaires de véhicules automobiles neufs a progressé de 1,1 %. Les hausses les plus importantes ont été observées dans les magasins de marchandises diverses (dont les grands magasins), dans les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques, de même que dans les stations-service.

Le secteur de la construction a enregistré une croissance de 2,3 %, soit les meilleurs résultats trimestriels de l'année. De fortes hausses ont été relevées dans les travaux de génie et de réparation (+3,0 %), hausses en partie attribuables à des travaux reliés à l'extraction de pétrole, de même qu'aux travaux de rénovation entrepris par les propriétaires. La construction de bâtiments non résidentiels a progressé de 2,6 %, toutes les catégories de bâtiments (industriels, commerciaux et publics) ayant gagné du terrain. La construction résidentielle a pris, elle aussi, de l'expansion (+1,0 %) à la suite du léger repli observé au trimestre précédent. Des hausses ont été signalées dans la construction de maisons unifamiliales et d'appartements, tandis que la construction de maisons jumelées et de maisons en rangée a fléchi.

Le secteur de l'énergie a accru sa production de 1,1 %. Les activités d'extraction de pétrole et de gaz ont grimpé de 2,7 %, soit la meilleure performance trimestrielle de l'année. Cependant, l'extraction de pétrole s'est nettement démarquée de l'extraction gazière. La fin de travaux d'entretien, le début de l'exploitation d'un nouveau champ de pétrole et l'augmentation de la demande américaine après la saison des ouragans sont à l'origine de la forte croissance de la production de pétrole. Par contre, la production de gaz naturel a reculé après la poussée observée au troisième trimestre qui a été attribuable à la hausse des exportations.

La production minière a diminué de 3,5 %. La production de tous les types de métaux a accusé une forte baisse (-11 %), tandis que la production de minéraux non métalliques (qui comprennent les diamants et la potasse) a augmenté de 3,2 %.

L'activité dans le secteur de la foresterie a chuté de 11 %, tant en raison des conditions climatiques défavorables, que de l'abattage accru des arbres au troisième trimestre dans les régions infestées par le dendroctone du pin.

Contraint par la faible croissance de l'activité sur les marchés boursiers et par le fléchissement du marché de la revente de maisons, le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier n'a progressé que de 0,7 %, soit le taux de croissance trimestriel le plus bas de l'année.

Les industries liées au tourisme, comme le transport aérien (+3,5 %) ainsi que l'hébergement et les services de restauration (+1,8 %), ont tiré parti de l'augmentation du nombre de voyageurs séjournant plus d'une nuit en provenance des États-Unis, ainsi que d'une importante conférence internationale qui s'est tenue à Montréal.

Le secteur public, qui inclue les administrations publiques, la santé et les services sociaux de même que les services d'enseignement, a ressenti les effets des mouvements de grève des enseignants de la Colombie-Britannique et des enseignants et professionnels du Québec, le secteur n'ayant enregistré qu'une hausse de 0,3 %.

Revue de fin d'année 2005

En 2005, l'expansion de l'économie canadienne s'est produite dans le contexte d'un dollar vigoureux, d'une hausse des taux d'intérêt et des cours du pétrole atteignant des niveaux sans précédent. Le taux de croissance du secteur des services (+3,3 %) a dépassé celui des industries productrices des biens (+2,5 %), l'inverse de ce qui s'est produit en 2004. Le commerce de gros et de détail, le secteur de la finance et celui de la construction ont été les maillons forts de cette croissance. Des signes de faiblesse ont été signalés dans le secteur des mines et de l'extraction pétrolière et gazière, alors que le secteur de la fabrication a affiché des résultats inférieurs à ceux de 2004.

Le commerce de gros a connu une très bonne année, enregistrant la plus forte croissance (+8,1 %) parmi les principaux secteurs économiques. Des hausses appréciables ont été relevées dans les ventes de véhicules automobiles, de machines et de fournitures électroniques, et de matériaux de construction. La vigueur des importations de biens de l'étranger (+7,7 %) a également contribué au dynamisme général du commerce de gros. Les grossistes d'alcool et de tabac ont été le seul groupe a accusé un recul.

Le commerce de détail a progressé de 4,5 % en 2005, notamment grâce aux ventes des magasins reliés à l'automobile, même si les ventes de voitures neuves ont manqué de vigueur à la fin de l'année, alors qu'elles n'avaient presque pas bougé l'année précédente. D'autres détaillants ont enregistré de bons résultats, en particulier les magasins d'alimentation et de boissons et les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques.

Le secteur financier, incluant les services d'assurances, immobiliers et de location, a connu une croissance de 3,4 %. L'intermédiation financière, comme les activités bancaires, a progressé de 4,0 %, tandis que l'augmentation du volume des opérations sur les marchés boursiers canadiens s'est traduite par une poussée de 7,5 % de l'activité des courtiers en valeurs mobilières et en contrats de marchandises. La vitalité persistante du marché de la revente de maisons a fait monter de 5,4 % le niveau d'activité des agents et des courtiers immobiliers.

Le secteur de la construction a progressé de 4,7 %. Les travaux de génie, de réparation et les autres activités de construction ont bondi de 6,6 %, pendant que la construction de bâtiments non résidentiels a enregistré une hausse 2,8 % après deux années consécutives de repli. La construction de bâtiments résidentiels a affiché une forte augmentation (+3,0 %) pour l'année, bien qu'il s'agisse de la hausse la plus faible depuis 1999.

La production industrielle (soit la production des usines, des mines et des services publics) s'est accrue de 2,1 %, les trois secteurs affichant des rythmes de croissance très contrastés. Les services publics se sont classés en tête de liste (+4,4 %), suivis du secteur de la fabrication (+2,2 %), puis du secteur des mines et de l'extraction pétrolière et gazière (+0,5 %). Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a grimpé de 3,2 %, les services publics et la fabrication ayant progressé alors que les mines ont fléchi.

En 2005, le taux de croissance de la production manufacturière n'a représenté que la moitié du taux observé en 2004 (+4,6 %). Les fabricants ont dû composer avec un dollar fort — qui a atteint son plus haut niveau par rapport à la devise américaine depuis plus d'une décennie — des coûts d'intrants élevés (le pétrole par exemple) et une vive concurrence internationale. Quatorze des 21 grands groupes, représentant 88 % de la production manufacturière, ont affiché une expansion.

Presque toute la croissance a été le fait de la production de biens durables (+4,0 %), de fortes hausses ayant été signalées dans la fabrication de machines, de matériel de transport, et d'ordinateurs et de produits électroniques. La fabrication de produits reliés aux technologies de l'information et des communications (TIC) s'est accrue de 14 %, retournant aux niveaux atteints en 2001. Par contre, la production de biens non durables s'est repliée de 0,4 %, en raison du repli des textiles et des vêtements (-8,9 %), plus sensibles à la compétition internationale, et de celui des produits du papier.

Le secteur des mines, du pétrole et du gaz a enregistré une hausse de 0,5 % en 2005. Le fléchissement des activités d'extraction pétrolière au premier trimestre, attribuable à des problèmes de production dans les sables bitumineux, ainsi que le repli de l'exploration pétrolière et gazière ont quelque peu terni les résultats annuels de l'ensemble du secteur. Ce secteur a tout de même pris de l'expansion au cours des trois derniers trimestres de l'année. L'extraction de pétrole et de gaz a reculé de 1,5 % par rapport à 2004, tandis que l'exploration pétrolière et gazière a fait un bond appréciable de 14 %. La production de charbon et des mines de métal a diminué, des grèves étant survenues dans ces dernières. La production de minéraux non métalliques (qui incluent les diamants et la potasse) est restée pratiquement inchangée en 2005, ce qui tranche avec les hausses importantes enregistrées au cours des deux années précédentes.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Juillet 2005	Août 2005	Septembre 2005	Octobre 2005	Novembre 2005	Décembre 2005	Décembre 2004 à décembre 2005
	données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)						%
Ensemble des industries	1 073 762	1 080 539	1 079 810	1 083 131	1 085 191	1 089 170	3.3
	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	
Industries productrices de biens	340 201	344 031	343 022	344 978	344 506	346 161	2.6
	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 298	25 486	25 717	25 201	24 908	24 672	0.7
	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,9</i>	
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 977	40 339	40 665	40 740	41 066	41 023	4.8
	<i>4,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	
Services publics	27 540	27 615	27 807	27 546	27 391	27 412	0.0
	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,1</i>	
Construction	63 515	63 702	64 186	64 757	65 281	65 718	6.0
	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	
Fabrication	182 946	185 989	183 568	185 744	184 742	186 324	1.5
	<i>-0,0</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,9</i>	
Industries productrices de services	734 464	737 364	737 668	739 007	741 576	743 891	3.6
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	
Commerce de gros	66 712	68 351	68 807	69 465	68 770	69 661	7.7
	<i>-1,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,3</i>	
Commerce de détail	63 150	62 471	61 105	61 922	62 743	62 750	5.0
	<i>1,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	
Transport et entreposage	52 016	52 478	52 755	52 679	52 764	53 120	5.0
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 304	44 714	44 564	44 609	44 595	44 566	3.0
	<i>0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	214 027	214 708	215 165	215 489	216 094	216 506	3.6
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 941	46 033	46 071	46 126	46 265	46 348	1.9
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	
Services administratifs et gestion des déchets	23 862	23 899	23 978	24 041	24 125	24 203	3.8
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	
Services d'enseignement	47 093	47 340	47 315	46 439	47 330	47 354	2.3
	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,1</i>	
Soins de santé et assistance sociale	62 097	62 232	62 289	62 475	62 663	62 810	2.6
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	
Arts, spectacles et loisirs	9 531	9 537	9 585	9 720	9 743	9 772	6.2
	<i>1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	
Hébergement et services de restauration	22 956	22 882	23 127	23 162	23 403	23 621	2.4
	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	
Autres services, sauf les administrations publiques	26 044	26 044	26 081	26 076	26 097	26 190	1.6
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	
Administrations publiques	58 469	58 589	58 731	58 818	58 854	58 914	2.0
	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	
Autres agrégations							
Production industrielle	251 911	255 339	253 657	255 569	254 900	256 361	2.0
	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	
Fabrication de biens non durables	73 131	74 054	73 369	73 484	73 352	73 527	-0.9
	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	
Fabrication de biens durables	109 578	111 693	109 961	112 015	111 148	112 552	3.2
	<i>-0,5</i>	<i>1,9</i>	<i>-1,6</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,3</i>	
Secteur des entreprises	914 289	920 729	919 853	923 851	924 812	928 556	3.5
	<i>0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	
Secteur non commercial	159 953	160 317	160 451	159 834	160 894	161 149	2.3
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	
Secteur des TIC, total	61 626	62 140	61 526	61 821	61 926	61 731	3.8
	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	335 635	336 330	336 657	337 959	342 418	345 215	332 217	340 562
	<i>1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>4,1</i>	<i>2,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 145	24 752	24 681	25 027	25 500	24 927	24 583	25 034
	<i>3,1</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>-2,2</i>	<i>6,3</i>	<i>1,8</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 157	39 328	38 410	38 931	40 327	40 943	39 458	39 653
	<i>-1,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-2,3</i>	<i>1,4</i>	<i>3,6</i>	<i>1,5</i>	<i>2,8</i>	<i>0,5</i>
Services publics	26 450	27 036	27 311	27 591	27 654	27 450	26 349	27 502
	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>4,4</i>
Construction	60 813	61 510	62 194	62 988	63 801	65 252	60 689	63 559
	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>
Fabrication	183 247	182 866	183 600	182 805	184 168	185 603	180 070	184 044
	<i>2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>
Industries productrices de services	712 389	716 314	722 452	730 071	736 499	741 491	709 357	732 628
	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	62 952	63 958	65 235	66 985	67 957	69 299	62 306	67 369
	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>2,0</i>	<i>2,7</i>	<i>1,5</i>	<i>2,0</i>	<i>5,3</i>	<i>8,1</i>
Commerce de détail	59 811	60 341	61 449	62 121	62 242	62 472	59 405	62 071
	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>3,8</i>	<i>4,5</i>
Transport et entreposage	50 068	50 547	50 904	51 356	52 416	52 854	49 804	51 883
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>	<i>4,5</i>	<i>4,2</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 661	43 063	43 583	44 127	44 527	44 590	42 478	44 207
	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>4,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	207 075	208 219	210 324	212 598	214 633	216 030	206 340	213 396
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 473	45 557	45 522	45 814	46 015	46 246	45 343	45 899
	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>
Services administratifs et gestion des déchets	23 119	23 265	23 407	23 732	23 913	24 123	23 051	23 794
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>
Services d'enseignement	45 410	45 977	46 305	46 782	47 249	47 041	45 404	46 844
	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 434	61 262	61 105	61 654	62 206	62 649	61 012	61 904
	<i>1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 514	9 208	9 330	9 345	9 551	9 745	9 425	9 493
	<i>0,2</i>	<i>-3,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>
Hébergement et services de restauration	22 882	22 996	23 113	22 995	22 988	23 395	22 925	23 123
	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	25 608	25 760	25 818	25 985	26 056	26 121	25 541	25 995
	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>
Administrations publiques	57 629	57 577	57 986	58 365	58 596	58 862	57 523	58 452
	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	250 084	250 505	250 259	250 455	253 636	255 610	247 374	252 490
	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,8</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	74 617	74 096	73 543	73 038	73 518	73 454	73 714	73 388
	<i>1,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,4</i>
Fabrication de biens durables	108 400	108 539	109 821	109 531	110 411	111 905	106 132	110 417
	<i>2,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,4</i>	<i>6,5</i>	<i>4,0</i>
Secteur des entreprises	891 019	895 283	901 171	908 735	918 290	925 740	884 924	913 484
	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,2</i>
Secteur non commercial	156 674	157 024	157 568	158 872	160 240	160 626	156 250	159 327
	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>
Secteur des TIC, total	58 616	59 190	60 109	61 056	61 764	61 826	58 112	61 189
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>4,3</i>	<i>5,3</i>

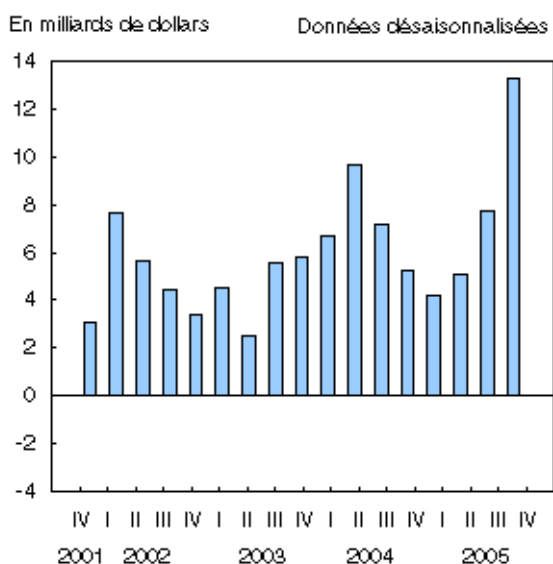
1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Balance des paiements internationaux

Quatrième trimestre de 2005

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a progressé de 5,5 milliards de dollars au quatrième trimestre, atteignant un nouveau sommet de 13,3 milliards de dollars. Cela fut le résultat de l'un des excédents les plus élevés au chapitre des biens, et d'un déficit plus faible au chapitre des revenus de placements. Pour l'année 2005, l'excédent du compte courant a atteint 30,2 milliards de dollars, dépassant son record précédent de 29,3 milliards de dollars établi en 2000.

Excédent du compte courant record



En ce qui a trait au compte capital et financier (non désaisonnalisé), la croissance des actifs internationaux du Canada, provenant à la fois des investissements de portefeuille et des investissements directs, a surpassé la hausse du passif international du Canada. Le passif du Canada avec le reste du monde a augmenté, principalement en raison des acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers directs.

Compte courant

Autre hausse marquée de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent commercial au chapitre des biens se situait à 21,9 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 4,0 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre. Au cours des deux derniers trimestres, l'excédent au chapitre des biens a augmenté de 7,9 milliards de dollars, atteignant le deuxième rang juste derrière l'excédent du premier trimestre de 2001.

Les exportations ont progressé de 6,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, pour se situer à 121,1 milliards de dollars, un deuxième record d'affilée. Les prix plus élevés des produits de l'énergie, et plus particulièrement ceux du gaz naturel, ont été responsables de la presque totalité de l'augmentation de la valeur des exportations de produits de l'énergie. Comme c'était le cas au dernier trimestre, les exportations de produits de l'automobile ont augmenté de plus de 1 milliard de dollars.

Note aux lecteurs

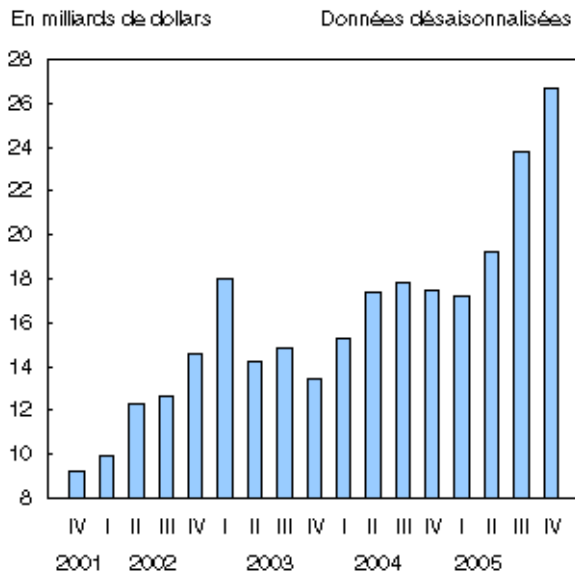
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

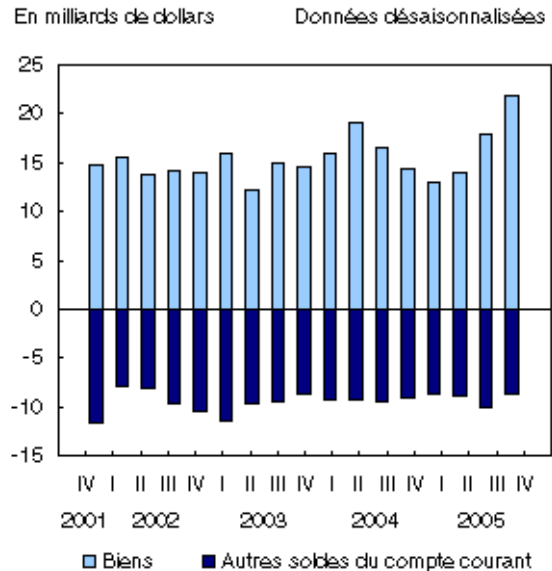
Les produits de l'énergie mènent la montée des exportations



Les importations, quant à elles, ont progressé de 2,1 milliards de dollars, pour atteindre 99,2 milliards de dollars. La majeure partie de la hausse a été le fait des machines et du matériel, des biens industriels et des produits de l'énergie. Les importations de produits de l'automobile ont diminué dans une certaine mesure, les importations élevées de pièces ayant été plus que contrebalancées par les importations plus faibles de voitures particulières.

Pour l'ensemble de l'année, l'excédent au chapitre des biens est demeuré plus ou moins stable, à 66,7 milliards de dollars, les exportations de même que les importations ayant augmenté d'environ 24 milliards de dollars. Les produits de l'énergie en tête, la plupart des grandes catégories d'exportations ont progressé mais les produits forestiers et les produits de l'automobile ont connu un recul, après avoir enregistré de bons résultats en 2004.

Les biens mènent à l'excédent record



Bénéfices plus faibles au chapitre des investissements directs au Canada

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué de 1,7 milliard de dollars, pour s'établir à 5,2 milliards de dollars, une valeur similaire à celle enregistrée au premier trimestre de 2005. Au cours de ces deux trimestres, on a noté les déficits les plus faibles depuis la fin de 1992. Les bénéfices plus faibles des investisseurs étrangers directs au Canada combinés à des bénéfices plus élevés au chapitre des investissements directs des Canadiens à l'étranger ont contribué à ce résultat.

Même si les bénéfices réalisés sur les investissements directs au Canada ont diminué de 1,1 milliard de dollars par rapport au record de 8,5 milliards de dollars du troisième trimestre, ils demeurent quand même les deuxièmes en importance jamais enregistrés. Parallèlement, les bénéfices des investisseurs canadiens directs ont augmenté, pour atteindre un niveau record de 5,8 milliards de dollars. Il s'agit du septième trimestre consécutif où ces bénéfices sont supérieurs à 5 milliards de dollars.

La vigueur de la devise canadienne a contribué au maintien de la tendance à la baisse des paiements d'intérêts sur les obligations canadiennes de portefeuille libellées en devises étrangères. Les intérêts reçus sur les obligations de portefeuille étrangères ont atteint 1,1 milliard de dollars au quatrième trimestre, soit presque 0,5 milliard de dollars de plus qu'il y a un an. Cette hausse rend compte de l'augmentation significative de l'avoir de ces titres détenus par des Canadiens au cours des deux dernières années.

Pour l'année, le déficit au chapitre des revenus de placements a diminué de 2,1 milliards de dollars, les revenus tirés des investissements à l'étranger ayant progressé plus rapidement que les paiements au chapitre des investissements étrangers au Canada, principalement en raison des paiements d'intérêt plus faibles sur les obligations canadiennes. Il s'agit de la quatrième réduction annuelle consécutive du déficit au chapitre des revenus de placements.

Les services demeurent stables

Au quatrième trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services est demeuré inchangé; toutefois, il a augmenté de 0,7 milliard de dollars pour l'année 2005.

En 2005, le déficit au chapitre des voyages a progressé de 1,3 milliard de dollars, un moins grand nombre de visiteurs américains s'étant rendus au Canada, plus particulièrement pour des voyages d'une journée. Parallèlement, les Canadiens ont dépensé davantage que l'an dernier pour leurs voyages vers des destinations américaines et celles des autres pays.

Le déficit au chapitre des services de transport a augmenté de 1,0 milliard de dollars en 2005, le déficit au chapitre des billets de passagers s'étant élargi en parallèle avec les activités de voyage.

Des recettes plus élevées, notamment pour les services financiers, combinées à des paiements plus faibles pour les services de gestion et de communication, ont été responsables de la majorité de la baisse de 1,4 milliard de dollars du déficit des services commerciaux en 2005.

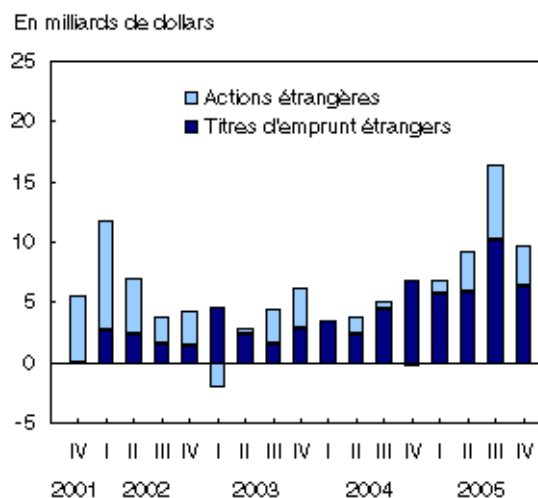
Compte financier

Les titres étrangers continuent d'attirer les investisseurs canadiens

Au quatrième trimestre, les Canadiens ont encore investi dans les titres étrangers, mais toutefois moins qu'au trimestre précédent. Les 9,7 milliards de dollars investis au quatrième trimestre ont porté les investissements pour 2005 à 42,2 milliards de dollars, soit une somme supérieure à celle investie au cours des deux années précédentes. La limite de contenu étranger à l'égard des véhicules de placement canadien à imposition reportée a été supprimée en 2005, ce qui a contribué à ce niveau d'activité.

Encore une fois, la majorité des investissements est allé dans des obligations étrangères, les Canadiens en ayant acheté pour 5,7 milliards de dollars. Les deux tiers des investissements sont allés à des obligations américaines et des obligations du Trésor américain, et le reste, à des obligations étrangères. Une partie de ces investissements a été consacrée à des obligations étrangères libellées en dollars canadiens vendues directement sur le marché canadien au cours de l'année.

Les investissements en titres étrangers demeurent élevés¹



1. Signes renversés de la balance des paiements.

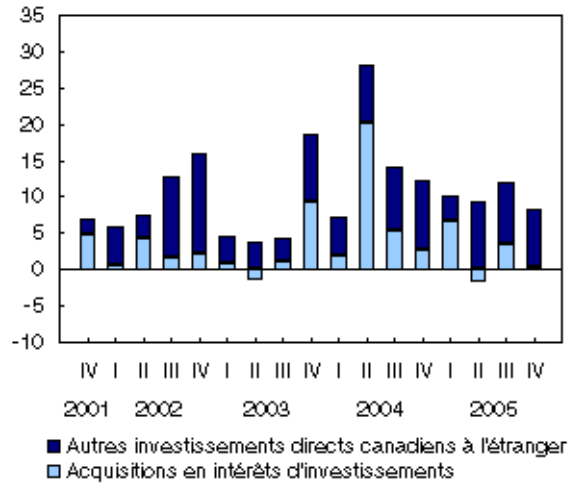
Les Canadiens ont acheté pour 3,4 milliards de dollars d'actions étrangères au cours du trimestre, dont la presque totalité était des actions américaines, comme c'était le cas pour le reste de l'année. Les 14 milliards de dollars d'actions étrangères achetées en 2005 ont représenté une hausse importante par rapport aux deux années précédentes. Toutefois, cette somme était de beaucoup inférieure au sommet atteint en 2000-2001. Par ailleurs, les investisseurs canadiens ont acheté pour environ 592 millions de dollars d'effets du marché monétaire, ce qui a porté les investissements annuels à 2,5 milliards de dollars. Au quatrième trimestre, les Canadiens ont acheté principalement des effets du marché monétaire outre-mer.

Investissements modérés à l'étranger des investisseurs directs du Canada

Les investissements canadiens directs à l'étranger ont retrouvé un rythme plus lent au cours du trimestre. À 8,3 milliards de dollars, ils ont été stimulés par des injections de fonds de roulement dans des filiales étrangères existantes, les acquisitions ayant été minimes. Les acquisitions des investisseurs canadiens directs pour l'ensemble de l'année ont diminué par rapport au niveau record atteint en 2004. Cela a eu pour résultat que le total annuel des investissements directs à l'étranger pour 2005 s'est établi à 37,8 milliards de dollars, comparativement à 62 milliards de dollars en 2004. Dans la perspective des industries, au quatrième trimestre, les investissements se sont concentrés dans les secteurs de l'énergie et des minerais métalliques, de la finance et des assurances. Au niveau géographique, ce sont les économies asiatiques qui ont profité le plus des investissements directs.

Investissements directs à l'étranger encore modérés¹

En milliards de dollars



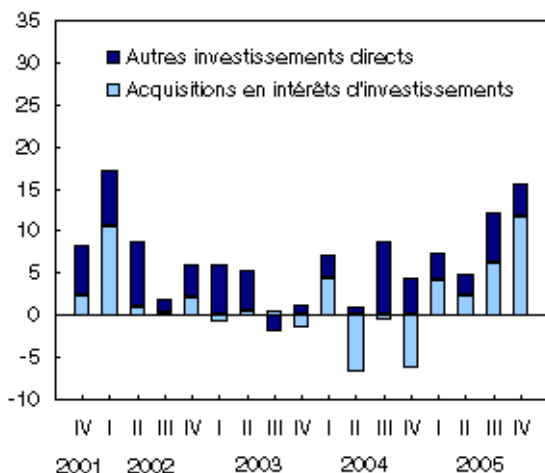
1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investissements étrangers directs au Canada font un bond pour le deuxième trimestre d'affilée

Les investissements étrangers directs au Canada ont progressé pour un deuxième trimestre consécutif, atteignant leur niveau le plus élevé au cours des 15 derniers trimestres. L'injection de capitaux de 15,5 milliards de dollars dans l'économie canadienne au quatrième trimestre a été alimentée dans une large mesure par les acquisitions. Ces dernières ont rebondi en 2005, après deux années de rapatriement par les Canadiens de certaines entreprises détenues par des investisseurs étrangers directs. Les investissements étrangers au Canada, qui s'établissent à 39,9 milliards de dollars annuellement, ont atteint un nouveau record en quatre années. En 2005, les investissements étrangers au Canada ont été le fait principalement d'investisseurs américains; plus de la moitié des investissements sont allés à des entreprises appartenant au secteur de l'énergie et des minerais métalliques.

Investissements directs étrangers hausse

En milliards de dollars



Les investissements étrangers en titres canadiens vont aux actions et aux effets à court terme

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 5,2 milliards de dollars de titres canadiens. Les investissements sont allés aux actions et aux effets à court terme, les non-résidents s'étant départis de certaines des obligations canadiennes qu'ils détenaient. En 2005, les investissements étrangers de 15,5 milliards de dollars en titres ont représenté une baisse marquée par rapport à la somme exceptionnelle de 55,5 milliards de dollars investie en 2004.

Les investissements étrangers de 3,4 milliards de dollars en actions canadiennes au cours du trimestre sont allés à des actions en circulation, ce qui a été contrebalancé dans une certaine mesure par d'autres transactions liées à la prise de contrôle d'entreprises canadiennes par des étrangers. Les actionnaires étrangers de portefeuille de ces entreprises ont vendu leurs actions canadiennes au comptant. Les investisseurs américains étaient derrière la majorité des investissements du trimestre, tout comme pour l'ensemble de l'année. Les 12,7 milliards de dollars investis en 2005 n'ont représenté que le tiers du niveau total record de 2004. Même si les investissements étrangers en actions en circulation ont été assez similaires les deux années, la majeure partie des investissements en 2004 ont été liés à des transactions découlant d'activités de prise de contrôle. En 2004, de nouvelles obligations de trésorerie ont été émises par une entreprise canadienne, dans le cadre de la prise de contrôle d'une entreprise étrangère la plus importante jamais effectuée. En 2005, les achats ont été dominés pour une large part par les investissements dans les actions des entreprises de ressources naturelles canadiennes. Les prix des matières

brutes ont augmenté de près de 13 % au cours de l'année, tandis que l'indice composite S&P/TSX a terminé l'année à 11 272,3, une hausse d'environ 22 % pour 2005.

Les investisseurs étrangers achètent des effets canadiens, mais vendent des obligations

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 3,1 milliards de dollars d'effets du marché monétaire canadien au cours du trimestre, soit la valeur la plus élevée en trois ans. Environ la moitié de cette somme est allée à des bons du Trésor fédéral, et le reste, à des effets des entreprises et des effets des entreprises fédérales. Au niveau régional, ce sont les investisseurs américains qui ont été les principaux responsables des investissements.

Malgré leur faible valeur monétaire, les investissements étrangers en effets du marché monétaire canadien en 2005 ont connu un renversement par rapport au désinvestissement qui avait caractérisé les deux années précédentes. Les non-résidents ont acquis pour 446 millions de dollars de ces effets, principalement des effets directs de l'administration fédérale et des effets des entreprises. Au cours de 2005, les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis ont augmenté plus rapidement qu'au Canada. Cela a favorisé, dans une proportion d'environ un demi-point, les investissements en effets américains en fin d'année.

Les non-résidents ont vendu pour 1,2 milliard de dollars d'obligations canadiennes au cours du trimestre, leur premier désinvestissement net de ces titres en neuf trimestres. La réduction des avoirs étrangers a été principalement attribuable aux retraits nets (retraits moins nouvelles émissions), particulièrement au chapitre des obligations émises par le secteur des entreprises. Les nouvelles émissions vendues sur les marchés étrangers par ce secteur ont connu une tendance à la baisse marquée en 2005. Sur le plan des devises, le désinvestissement étranger a touché les obligations canadiennes libellées en devises américaines. Cela a été contrebalancé en partie par l'achat d'obligations libellées en d'autres devises et d'obligations libellées en dollars canadiens. Les vendeurs se sont retrouvés principalement chez les investisseurs américains, les investisseurs de toutes les autres régions ayant plutôt été constitués d'acheteurs.

Pour l'ensemble de l'année, les investissements étrangers en obligations canadiennes ont totalisé 2,4 milliards de dollars, soit un peu plus du dixième de la valeur enregistrée en 2004. Encore une fois, les retraits nets ont joué un rôle majeur en 2005, les retraits d'obligations canadiennes détenues par des étrangers ayant augmenté par rapport à 2004, tandis que les niveaux de nouvelles émissions sur les marchés étrangers ont diminué considérablement par rapport aux années précédentes.

Les investisseurs asiatiques, malgré le faible niveau global des investissements, ont représenté les investissements annuels les plus importants en obligations canadiennes depuis la fin des années 80. La composition en devises des avoirs des non-résidents en obligations canadiennes a aussi connu des changements au cours de l'année, les investissements en obligations canadiennes libellées en dollars américains ayant diminué de 6,5 milliards de dollars, tandis que les investissements en obligations libellées en dollars canadiens ont augmenté de 3,7 milliards de dollars, et que celles libellées en d'autres devises ont connu une hausse de 5,1 milliards de dollars.

Opérations liées aux dépôts et aux prêts

Le compte des autres investissements a enregistré une sortie nette de 6,2 milliards, qui a atténué en partie l'entrée nette plus importante dans ce compte au troisième trimestre. La sortie a été liée principalement à une réduction du passif, en emprunts et autres. Le dollar canadien a connu une baisse légère par rapport au dollar américain au cours du trimestre, mais était en hausse de près de 0,03 \$US pour l'année. Il a clôturé l'année à 0,86 \$US, soit le niveau le plus élevé en 14 ans. Le dollar a aussi fait bonne figure par rapport à la plupart des autres devises principales en 2005.

Balance des paiements

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	125 875	119 889	120 237	130 043	130 897	135 218	490 950	516 396
Biens	107 439	105 639	106 035	114 406	112 403	120 560	429 134	453 404
Services	18 436	14 250	14 202	15 637	18 494	14 658	61 816	62 991
Revenus de placements	9 841	10 072	9 947	11 685	11 145	11 882	38 385	44 661
Investissements directs	5 429	5 629	5 361	6 308	5 685	6 103	21 324	23 456
Investissements de portefeuille	2 426	2 655	2 690	2 761	2 895	3 078	9 701	11 425
Autres investissements	1 985	1 788	1 896	2 616	2 565	2 702	7 361	9 779
Transferts courants	1 644	1 946	2 186	1 703	1 816	2 184	7 272	7 889
Recettes du compte courant	137 360	131 907	132 371	143 431	143 859	149 284	536 607	568 945
Paiements								
Biens et services	110 101	109 065	111 404	120 496	114 638	116 568	437 566	463 105
Biens	91 319	91 140	92 087	101 311	95 277	98 073	363 076	386 749
Services	18 782	17 925	19 316	19 184	19 361	18 495	74 490	76 356
Revenus de placements	16 136	15 827	15 755	16 678	17 767	17 285	63 321	67 485
Investissements directs	7 484	7 155	6 626	7 412	8 937	7 976	28 556	30 952
Investissements de portefeuille	6 999	6 795	6 855	6 967	6 988	6 890	27 749	27 701
Autres investissements	1 653	1 877	2 274	2 298	1 841	2 419	7 016	8 832
Transferts courants	1 538	1 786	2 980	1 532	1 717	1 883	6 944	8 113
Paiements du compte courant	127 774	126 679	130 139	138 705	134 122	135 736	507 830	538 702
Soldes								
Biens et services	15 774	10 823	8 834	9 547	16 260	18 650	53 384	53 291
Biens	16 120	14 499	13 948	13 094	17 126	22 487	66 058	66 656
Services	-346	-3 676	-5 114	-3 547	-867	-3 837	-12 674	-13 365
Revenus de placements	-6 295	-5 756	-5 808	-4 992	-6 621	-5 403	-24 935	-22 824
Investissements directs	-2 055	-1 526	-1 265	-1 104	-3 252	-1 873	-7 232	-7 495
Investissements de portefeuille	-4 572	-4 141	-4 165	-4 206	-4 093	-3 812	-18 048	-16 276
Autres investissements	332	-89	-378	318	724	283	345	947
Transferts courants	107	160	-794	171	99	301	328	-223
Solde du compte courant	9 585	5 228	2 232	4 726	9 737	13 548	28 777	30 243
Compte capital et financier^[1]								
Compte capital	1 118	1 148	1 353	1 774	1 707	1 032	4 407	5 866
Compte financier	-5 024	-7 571	-10 301	-8 828	-5 412	-3 486	-26 912	-28 027
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-14 216	-12 120	-10 037	-7 579	-11 870	-8 331	-61 737	-37 818
Investissements de portefeuille	-5 046	-6 349	-6 879	-9 198	-16 403	-9 684	-18 523	-42 165
Obligations étrangères	-3 030	-6 563	-5 565	-4 765	-9 596	-5 713	-15 262	-25 639
Actions étrangères	-644	387	-1 122	-3 319	-6 174	-3 380	-1 592	-13 994
Effets du marché monétaire étranger	-1 372	-174	-192	-1 115	-633	-592	-1 669	-2 532
Autres investissements	5 082	2 744	-15 036	-4 070	-14 681	1 655	-3 518	-32 131
Prêts	911	4 935	-334	3 371	-953	3 208	3 349	5 292
Dépôts	7 147	-7 938	-9 423	-5 371	-13 665	7 252	-7 497	-21 207
Réserves internationales	-517	3 937	-3 437	585	1 092	108	3 427	-1 653
Autres actifs	-2 459	1 810	-1 842	-2 654	-1 154	-8 912	-2 797	-14 563
Total de l'actif du Canada, flux nets	-14 179	-15 726	-31 952	-20 847	-42 954	-16 361	-83 778	-112 114
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	8 408	-1 793	7 401	4 789	12 218	15 524	8 187	39 931
Investissements de portefeuille	9 726	16 023	4 736	-958	6 472	5 247	55 471	15 497
Obligations canadiennes	6 373	7 001	1 915	1 013	674	-1 242	20 063	2 360
Actions canadiennes	5 450	7 123	4 778	-2 926	7 436	3 403	35 838	12 691
Effets du marché monétaire canadien	-2 097	1 900	-1 958	955	-1 637	3 087	-430	446
Autres investissements	-8 979	-6 076	9 515	8 188	18 852	-7 897	-6 792	28 658
Emprunts	-6 876	-1 414	8 043	2 660	-5 540	-2 479	-3 067	2 683
Dépôts	-1 095	-3 654	-1 235	5 187	24 654	336	-554	28 942
Autres passifs	-1 008	-1 008	2 708	341	-262	-5 753	-3 171	-2 966
Total du passif du Canada, flux nets	9 155	8 154	21 651	12 019	37 543	12 874	56 865	84 087
Total du compte capital et financier, flux nets	-3 906	-6 424	-8 948	-7 054	-3 705	-2 454	-22 505	-22 161
Divergence statistique	-5 679	1 196	6 716	2 328	-6 033	-11 095	-6 272	-8 082

¹ Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	126 065	122 118	123 116	125 656	130 721	136 903	490 950	516 396
Biens	110 564	106 434	107 429	109 939	114 980	121 057	429 134	453 404
Services	15 501	15 684	15 688	15 717	15 741	15 845	61 816	62 991
Voyages	4 210	4 329	4 199	4 071	4 076	4 140	16 709	16 487
Transports	2 923	2 711	2 864	2 851	2 943	2 902	11 053	11 559
Services commerciaux	7 977	8 271	8 200	8 363	8 279	8 374	32 540	33 217
Services gouvernementaux	392	373	424	432	444	429	1 513	1 728
Revenus de placements	9 786	9 954	10 169	11 342	11 169	11 981	38 385	44 661
Investissements directs	5 456	5 414	5 519	6 062	5 696	6 180	21 324	23 456
Intérêts	160	149	227	300	326	364	581	1 218
Bénéfices	5 295	5 265	5 292	5 762	5 370	5 816	20 743	22 239
Investissements de portefeuille	2 403	2 727	2 687	2 721	2 897	3 120	9 701	11 425
Intérêts	603	673	843	901	1 026	1 165	2 359	3 936
Dividendes	1 801	2 053	1 844	1 819	1 871	1 955	7 342	7 489
Autres investissements	1 927	1 813	1 963	2 559	2 576	2 681	7 361	9 779
Transferts courants	1 847	1 796	1 937	1 891	2 045	2 017	7 272	7 889
Privé	675	634	691	624	660	670	2 629	2 645
Officiel	1 172	1 161	1 246	1 267	1 385	1 346	4 642	5 244
Total des recettes	137 698	133 868	135 223	138 888	143 934	150 900	536 607	568 945
Paiements								
Biens et services	112 334	110 677	113 393	115 181	116 174	118 358	437 566	463 105
Biens	93 955	92 001	94 538	95 949	97 106	99 157	363 076	386 749
Services	18 380	18 675	18 855	19 232	19 068	19 201	74 490	76 356
Voyages	5 085	5 216	5 545	5 535	5 452	5 408	20 839	21 939
Transports	4 050	4 051	4 200	4 332	4 411	4 401	15 844	17 344
Services commerciaux	9 006	9 170	8 874	9 129	8 969	9 156	36 857	36 128
Services gouvernementaux	239	238	237	236	236	236	950	945
Revenus de placements	16 527	16 034	15 427	16 770	18 065	17 224	63 321	67 485
Investissements directs	7 711	7 422	6 621	7 319	9 043	7 968	28 556	30 952
Intérêts	569	565	578	582	579	577	2 259	2 317
Bénéfices	7 141	6 858	6 043	6 737	8 464	7 391	26 297	28 635
Investissements de portefeuille	7 002	6 799	6 837	6 967	6 983	6 914	27 749	27 701
Intérêts	6 209	6 014	5 907	6 006	5 877	5 744	24 616	23 534
Dividendes	793	785	930	962	1 106	1 170	3 134	4 167
Autres investissements	1 814	1 812	1 969	2 483	2 039	2 342	7 016	8 832
Transferts courants	1 669	1 884	2 243	1 896	1 938	2 035	6 944	8 113
Privé	957	1 004	1 030	1 081	1 100	1 128	3 855	4 339
Officiel	713	880	1 212	816	838	907	3 089	3 773
Total des paiements	130 530	128 594	131 063	133 846	136 176	137 617	507 830	538 702
Soldes								
Biens et services	13 731	11 441	9 723	10 475	14 547	18 545	53 384	53 291
Biens	16 609	14 432	12 891	13 990	17 874	21 901	66 058	66 656
Services	-2 879	-2 991	-3 168	-3 515	-3 327	-3 355	-12 674	-13 365
Voyages	-875	-887	-1 345	-1 464	-1 376	-1 268	-4 130	-5 452
Transports	-1 127	-1 340	-1 336	-1 481	-1 468	-1 499	-4 791	-5 785
Services commerciaux	-1 029	-899	-673	-766	-690	-782	-4 317	-2 911
Services gouvernementaux	153	135	187	196	207	193	563	784
Revenus de placements	-6 741	-6 080	-5 257	-5 428	-6 896	-5 243	-24 935	-22 824
Investissements directs	-2 255	-2 008	-1 102	-1 257	-3 348	-1 788	-7 232	-7 495
Intérêts	-409	-416	-350	-282	-253	-213	-1 678	-1 099
Bénéfices	-1 846	-1 593	-752	-975	-3 095	-1 575	-5 554	-6 396
Investissements de portefeuille	-4 599	-4 073	-4 149	-4 247	-4 086	-3 794	-18 048	-16 276
Intérêts	-5 607	-5 340	-5 064	-5 104	-4 851	-4 580	-22 256	-19 598
Dividendes	1 008	1 268	914	858	765	786	4 208	3 322
Autres investissements	113	1	-6	76	537	339	345	947
Transferts courants	177	-88	-306	-5	107	-19	328	-223
Privé	-282	-370	-339	-457	-440	-458	-1 226	-1 694
Officiel	459	281	33	452	546	439	1 554	1 470
Compte courant	7 168	5 274	4 160	5 042	7 758	13 284	28 777	30 243

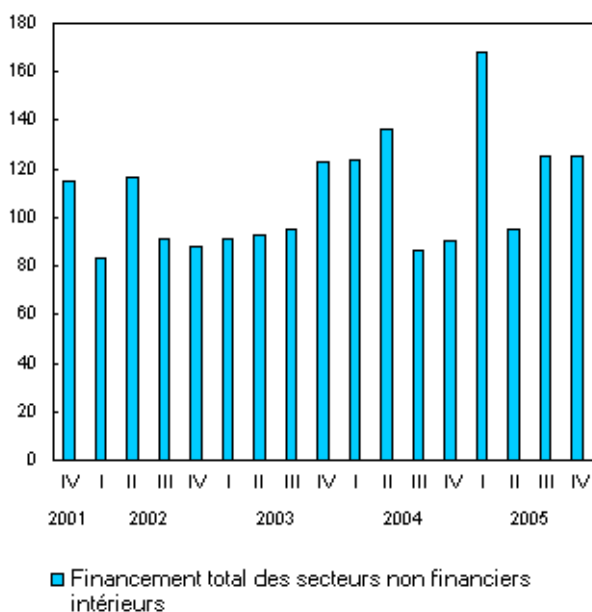
Flux financiers

Quatrième trimestre de 2005

Au quatrième trimestre de 2005, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers se chiffrait à 125,5 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels), en hausse légère par rapport aux 125,1 milliards de dollars enregistrés au troisième trimestre. Cette progression est le résultat d'une augmentation des emprunts du secteur public, la demande de fonds dans le secteur privé ayant pour sa part diminué.

La demande de financement total se stabilise

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux



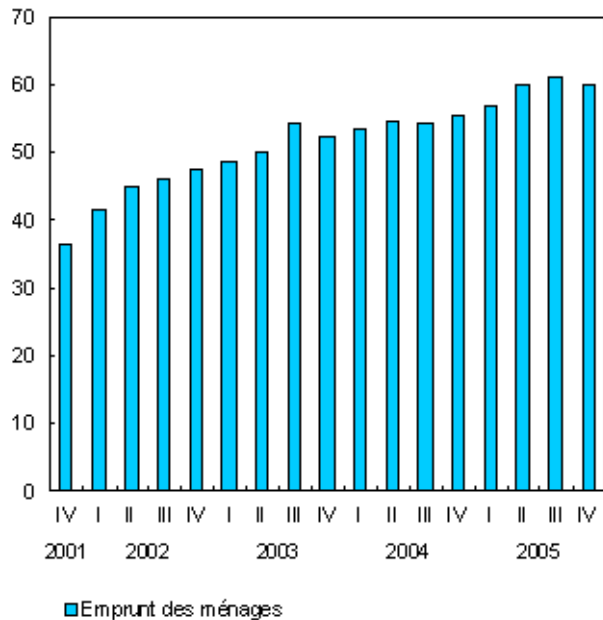
Le quatrième trimestre de 2005 sur les marchés financiers a été caractérisé par la vigueur soutenue du dollar canadien, qui a terminé l'année à 0,86 \$US, des hausses des taux d'intérêt à court terme et des taux hypothécaires et un marché boursier plus solide.

Les emprunts des ménages fléchissent

Le crédit à la consommation a fléchi au cours du trimestre, par suite d'une baisse des dépenses de consommation au titre des biens durables. Toutefois, la demande relative à l'emprunt hypothécaire a connu une hausse légère, qui s'inscrit dans une tendance à long terme.

L'emprunt des ménages connaît un repli

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Le premier taux d'épargne positif (0,3 %) enregistré en 2005 s'inscrit dans la foulée d'une croissance plus faible des dépenses personnelles par rapport au revenu disponible. Néanmoins, la croissance de la dette des ménages a continué d'être supérieure à celle du revenu, faisant passer le ratio d'endettement de 107,9 % au trimestre précédent à 108,4 % ce trimestre. Les frais de service de la dette sont demeurés stables, à environ 8 % du revenu personnel disponible, ce qui fait que les ménages ont remboursé 8 cents en frais d'intérêt sur leurs dettes pour chaque dollar de revenu disponible.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

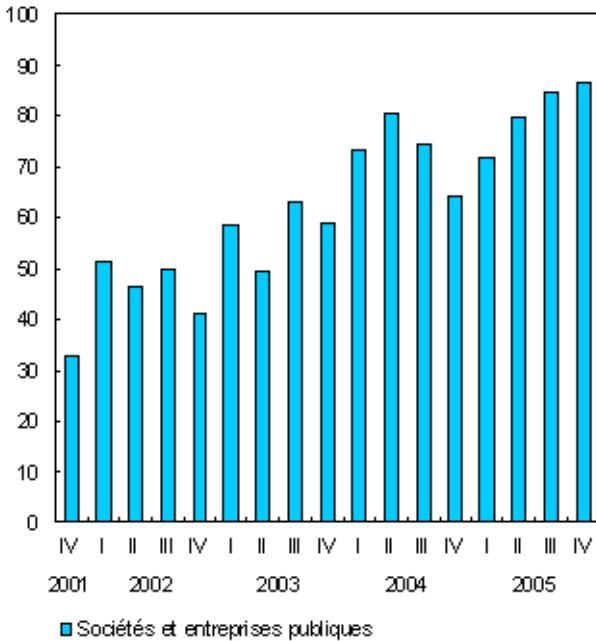
Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

Les sociétés continuent d'accumuler des excédents

L'excédent entraîné par les bénéfices du secteur des sociétés s'est élargi davantage au quatrième trimestre, ce secteur ayant continué d'accroître le montant des fonds accordés au reste de l'économie.

Les sociétés continuent d'accumuler des excédents

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



En raison de l'accumulation de bénéfices non répartis, les sociétés n'ont pas eu autant à avoir recours aux emprunts pour financer des investissements non financiers.

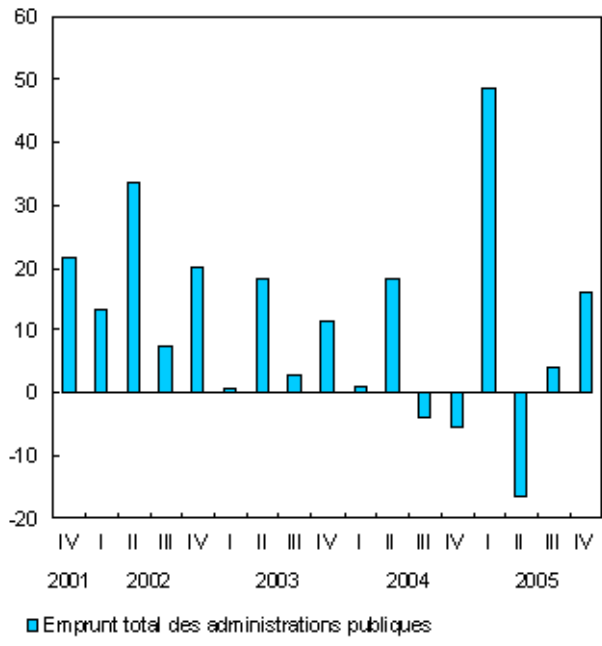
L'emprunt des sociétés privées non financières a diminué, ce qui laisse entrevoir une autre baisse du ratio d'endettement.

L'emprunt des administrations publiques est en hausse

L'emprunt par le secteur des administrations publiques dans son ensemble était en hausse au quatrième trimestre, sous l'impulsion des administrations provinciales. Ces dernières ont émis à la fois des obligations et des effets à court terme au cours du trimestre. Étant donné que l'excédent de l'administration fédérale a continué d'augmenter, la demande de fonds a été soutenue uniquement par l'émission d'effets du marché monétaire.

Hausse légère de l'emprunt total des administrations publiques

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Revue de fin d'année

Pour l'ensemble de l'année 2005, le financement total a été en hausse de 18 % par rapport à 2004. La demande de fonds des ménages s'est traduite par une augmentation de l'emprunt sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation, et les consommateurs ont eu une épargne négative au cours de l'année, leurs dépenses ayant dépassé leur revenu. L'excédent en hausse des sociétés a atteint de nouveaux sommets, ce qui a donné lieu au raffermissement de leurs bilans.

Tableau sommaire du marché financier

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	56 160	57 708	62 064	62 548	64 380	62 172	56 863	62 791
Crédit à la consommation	20 416	21 068	21 288	21 512	21 516	20 004	20 508	21 080
Emprunts bancaires	952	912	2 572	1 588	1 232	968	1 103	1 590
Autres emprunts	804	1 412	2 532	856	1 976	1 308	1 322	1 668
Hypothèques	33 988	34 316	35 672	38 592	39 656	39 892	33 930	38 453
Sociétés privées non financières	34 088	40 644	57 480	48 368	57 168	45 432	51 127	52 112
Emprunts bancaires	6 868	6 336	4 040	6 100	-288	8 624	7 953	4 619
Autres emprunts	-7 320	-3 308	4 604	4 496	-100	-4 052	-3 671	1 237
Autres effets à court terme	-3 768	9 968	5 692	688	6 960	392	2 499	3 433
Hypothèques	6 772	7 052	7 996	7 548	10 652	12 088	6 442	9 571
Obligations	19 852	3 484	15 500	11 668	21 160	9 852	16 065	14 545
Actions	11 684	17 112	19 648	17 868	18 784	18 528	21 839	18 707
Entreprises publiques non financières	8	-2 520	-52	428	-724	2 004	-1 407	414
Emprunts bancaires	-132	1 384	-436	-192	764	268	170	101
Autres emprunts	1 224	356	112	1 916	-396	244	273	469
Autres effets à court terme	-824	-2 220	-1 640	-1 168	1 856	3 452	-1 159	625
Hypothèques	-4	-4	-4	12	0	0	-4	2
Obligations	-252	-2 032	1 916	-140	-2 948	-1 960	-687	-783
Actions	-4	-4	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	-21 920	-28 688	19 824	-20 040	8 276	1 176	-18 647	2 309
Emprunts bancaires	120	128	172	128	132	132	140	141
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	-716	2 840	31 600	-10 744	15 384	7 904	-55	11 036
Obligations d'épargne du Canada	-1 428	-3 220	-3 092	-1 476	-1 584	-852	-1 443	-1 751
Autres obligations	-19 896	-28 436	-8 856	-7 948	-5 656	-6 008	-17 289	-7 117
Autres paliers d'administration publique	18 236	23 420	28 972	3 528	-3 980	14 712	21 204	10 808
Emprunts bancaires	-704	224	592	-332	240	336	-502	209
Autres emprunts	1 268	1 068	1 164	276	744	964	1 087	787
Autres effets à court terme	-5 828	-8 500	-988	-18 316	-5 172	6 716	-2 063	-4 440
Hypothèques	-20	0	-4	-16	-20	-12	-7	-13
Obligations provinciales	22 180	28 988	26 676	21 184	-2 036	6 232	20 787	13 014
Obligations municipales	1 316	1 616	1 504	712	2 240	452	1 878	1 227
Autres obligations	24	24	28	20	24	24	24	24
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	86 572	90 564	168 288	94 832	125 120	125 496	109 140	128 434
Crédit à la consommation	20 416	21 068	21 288	21 512	21 516	20 004	20 508	21 080
Emprunts bancaires	7 104	8 984	6 940	7 292	2 080	10 328	8 864	6 660
Autres emprunts	-4 024	-472	8 412	7 544	2 224	-1 536	-989	4 161
Effets à court terme, Canada	-716	2 840	31 600	-10 744	15 384	7 904	-55	11 036
Autres effets à court terme	-10 420	-752	3 064	-18 796	3 644	10 560	-723	-382
Hypothèques	40 736	41 364	43 660	46 136	50 288	51 968	40 361	48 013
Obligations	21 796	424	33 676	24 020	11 200	7 740	19 335	19 159
Actions	11 680	17 108	19 648	17 868	18 784	18 528	21 839	18 707

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	975 424	986 128	995 116	1 010 240	1 025 864	1 040 320	970 198	1 017 885
	0,9	1,1	0,9	1,5	1,5	1,4	4,3	4,9
Rémunération des salariés	647 288	654 312	662 636	672 952	684 312	695 800	643 964	678 925
	0,9	1,1	1,3	1,6	1,7	1,7	4,2	5,4
Revenu net des entreprises individuelles[1]	85 068	85 296	85 228	85 680	86 728	87 232	83 893	86 217
	1,6	0,3	-0,1	0,5	1,2	0,6	7,0	2,8
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	108 452	109 756	111 400	112 400	113 848	115 612	108 250	113 315
	-0,1	1,2	1,5	0,9	1,3	1,5	3,0	4,7
Transferts courants en provenance des administrations publiques	130 616	132 944	131 720	135 312	136 896	137 492	130 158	135 355
	1,2	1,8	-0,9	2,7	1,2	0,4	4,0	4,0
Transferts courants en provenance des sociétés	1 304	1 284	1 368	1 400	1 440	1 504	1 305	1 428
	-0,6	-1,5	6,5	2,3	2,9	4,4	6,5	9,4
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 696	2 536	2 764	2 496	2 640	2 680	2 628	2 645
	6,5	-5,9	9,0	-9,7	5,8	1,5	6,3	0,6
Dépenses	964 600	978 712	997 772	1 015 008	1 027 004	1 037 544	959 506	1 019 332
	1,3	1,5	1,9	1,7	1,2	1,0	5,1	6,2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	724 980	734 376	747 724	758 608	767 716	773 800	721 235	761 962
	1,1	1,3	1,8	1,5	1,2	0,8	4,9	5,6
Transferts courants aux administrations publiques	224 088	228 356	233 428	239 360	241 864	246 152	222 702	240 201
	2,3	1,9	2,2	2,5	1,0	1,8	5,8	7,9
Transferts courants aux sociétés	12 696	13 008	13 568	13 856	14 116	14 356	12 742	13 974
	-0,6	2,5	4,3	2,1	1,9	1,7	5,5	9,7
Transferts courants aux non-résidents	2 836	2 972	3 052	3 184	3 308	3 236	2 827	3 195
	1,9	4,8	2,7	4,3	3,9	-2,2	7,7	13,0
Épargne	10 824	7 416	-2 656	-4 768	-1 140	2 776	10 692	-1 447
	-24,2	-31,5	...	...	...	...	-37,3	...
Revenu disponible[2]	751 336	757 772	761 688	770 880	784 000	794 168	747 496	777 684
	0,5	0,9	0,5	1,2	1,7	1,3	3,9	4,0
Taux d'épargne	1,4	1,0	-0,3	-0,6	-0,1	0,3	1,4	-0,2

Épargne brute et transferts de capitaux	51 736	48 572	40 288	40 112	44 260	45 416	51 094	42 519
	-5,5	-6,1	-17,1	-0,4	10,3	2,6	-6,4	-16,8
Épargne	10 824	7 416	-2 656	-4 768	-1 140	2 776	10 692	-1 447
	-24,2	-31,5	...	...	...	...	-37,3	...
Provisions pour consommation de capital	38 160	38 684	39 220	39 824	40 184	40 632	37 897	39 965
	1,3	1,4	1,4	1,5	0,9	1,1	5,9	5,5
Transferts nets de capitaux	2 752	2 472	3 724	5 056	5 216	2 008	2 505	4 001
	-0,9	-10,2	50,6	35,8	3,2	-61,5	42,6	59,7
Moins: Acquisition de capital non financier	103 488	105 612	108 496	111 796	108 952	111 664	102 299	110 227
	1,9	2,1	2,7	3,0	-2,5	2,5	13,8	7,7
Prêt net	-51 752	-57 040	-68 208	-71 684	-64 692	-66 248	-51 205	-67 708

Transactions: actifs financiers	10 224	-800	-2 868	-14 704	5 764	-4 188	8 637	-3 999

Argent et dépôts	21 124	22 228	5 844	16 200	6 720	24 804	27 938	13 392

Titres de dette canadiens	-19 952	-21 112	-20 652	-23 228	-1 504	-10 928	-17 087	-14 078

Actions de sociétés et fonds mutuels	1 828	-484	14 916	5 644	-2 200	-7 328	406	2 758

Assurance-vie et rentes	34 320	19 144	33 176	28 424	38 972	31 184	32 913	32 939

Autres actifs financiers	-27 096	-20 576	-36 152	-41 744	-36 224	-41 920	-35 533	-39 010

Transactions: passif	60 816	55 880	66 272	59 948	71 604	58 280	58 049	64 026

Crédit à la consommation	20 416	21 068	21 288	21 512	21 516	20 004	20 508	21 080

Emprunts bancaires et autres emprunts	1 756	2 324	5 104	2 444	3 208	2 276	2 425	3 258

Hypothèques	33 988	34 316	35 672	38 592	39 656	39 892	33 930	38 453

Comptes à payer	4 656	-1 828	4 208	-2 600	7 224	-3 892	1 186	1 235

Investissement financier net	-50 592	-56 680	-69 140	-74 652	-65 840	-62 468	-49 412	-68 025

Divergence du secteur	-1 160	-360	932	2 968	1 148	-3 780	-1 793	317

1 Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

2 Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	326 440	331 640	331 712	341 084	359 632	374 116	318 755	351 636
	2,6	1,6	0,0	2,8	5,4	4,0	9,7	10,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	178 804	181 484	183 580	188 968	197 780	205 416	175 148	193 936
	0,9	1,5	1,2	2,9	4,7	3,9	18,7	10,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	12 084	12 124	13 012	13 356	13 568	13 544	11 842	13 370
	6,7	0,3	7,3	2,6	1,6	-0,2	1,8	12,9
Ajustement de la valeur des stocks	796	2 828	-1 292	-2 288	3 312	-1 500	-1 669	-442

Intérêts, dividendes et recettes diverses[1]	68 904	69 172	69 556	73 592	77 060	88 604	67 177	77 203
	-0,4	0,4	0,6	5,8	4,7	15,0	11,7	14,9
Intérêts sur la dette de consommation	12 696	13 008	13 568	13 856	14 116	14 356	12 742	13 974
	-0,6	2,5	4,3	2,1	1,9	1,7	5,5	9,7
Intérêts sur la dette publique[2]	53 156	53 024	53 288	53 600	53 796	53 696	53 515	53 595
	-0,8	-0,2	0,5	0,6	0,4	-0,2	-0,9	0,1
Dépenses	230 156	237 428	232 932	241 072	248 152	261 568	228 676	245 931
	0,3	3,2	-1,9	3,5	2,9	5,4	6,2	7,5
Intérêts, dividendes et paiements divers	181 228	187 492	182 124	188 516	193 684	205 012	180 707	192 334
	0,0	3,5	-2,9	3,5	2,7	5,8	4,5	6,4
Impôts directs	47 416	48 408	49 188	50 848	52 768	54 624	46 424	51 857
	1,6	2,1	1,6	3,4	3,8	3,5	13,3	11,7
Autres transferts courants	1 512	1 528	1 620	1 708	1 700	1 932	1 545	1 740
	-8,3	1,1	6,0	5,4	-0,5	13,6	9,5	12,6
Épargne	96 284	94 212	98 780	100 012	111 480	112 548	90 079	105 705
	8,6	-2,2	4,8	1,2	11,5	1,0	19,8	17,3
Épargne brute et transferts de capitaux	213 072	209 268	214 432	218 484	231 548	234 572	204 234	224 759
	5,5	-1,8	2,5	1,9	6,0	1,3	12,2	10,0
Épargne	96 284	94 212	98 780	100 012	111 480	112 548	90 079	105 705
	8,6	-2,2	4,8	1,2	11,5	1,0	19,8	17,3
Provisions pour consommation de capital	111 892	112 892	114 360	116 060	117 856	119 824	111 078	117 025
	1,1	0,9	1,3	1,5	1,5	1,7	5,4	5,4
Transferts nets de capitaux	4 896	2 164	1 292	2 412	2 212	2 200	3 077	2 029
	78,4	-55,8	-40,3	86,7	-8,3	-0,5	108,8	-34,1
Moins: Acquisition de capital non financier	138 892	145 276	142 660	138 704	147 096	148 056	131 326	144 129
	14,0	4,6	-1,8	-2,8	6,1	0,7	5,5	9,7
Prêt net	74 180	63 992	71 772	79 780	84 452	86 516	72 908	80 630

Transactions: actifs financiers	308 204	291 348	441 868	468 000	467 992	377 704	340 274	438 891

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	20 416	21 068	21 288	21 512	21 516	20 004	20 508	21 080

Prêts bancaires et autres prêts	21 096	23 880	10 868	11 564	17 900	19 976	25 707	15 077

Hypothèques	42 860	45 096	48 800	52 712	59 720	62 488	44 560	55 930

Effets à court terme	-4 408	-7 724	44 804	-12 968	37 892	21 148	-3 947	22 719

Obligations	38 032	32 720	75 012	90 772	55 880	72 680	54 007	73 586

Actions	32 380	10 876	15 412	27 436	11 400	896	21 955	13 786

Investissements étrangers	18 704	9 952	42 720	52 348	58 084	54 552	15 962	51 926

Transactions: passif	237 808	227 252	368 240	385 256	396 344	309 876	272 214	364 929

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	88 036	83 252	80 416	127 908	95 288	66 728	86 753	92 585

Emprunts bancaires et autres emprunts	4 068	15 844	17 280	12 204	7 844	2 396	12 890	9 931

Effets à court terme	-3 600	8 708	20 712	17 908	32 992	17 820	-948	22 358

Obligations	59 800	42 764	56 668	66 664	71 628	68 732	61 810	65 923

Actions	22 324	11 404	66 068	47 644	45 592	80 340	32 706	59 911

Assurance-vie et rentes	30 076	18 152	31 412	25 224	37 028	27 600	29 726	30 316

Investissement financier net	70 396	64 096	73 628	82 744	71 648	67 828	68 060	73 962

Divergence du secteur	3 784	-104	-1 856	-2 964	12 804	18 688	4 848	6 668

1 Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

2 L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	526 428	534 948	542 280	552 328	562 260	578 188	521 752	558 764
	1,8	1,6	1,4	1,9	1,8	2,8	5,7	7,1
Impôts sur revenus	204 132	208 712	214 552	221 352	226 184	231 952	201 794	223 510
	2,5	2,2	2,8	3,2	2,2	2,6	8,5	10,8
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	62 280	62 916	63 056	63 864	63 896	64 176	62 199	63 748
	0,7	1,0	0,2	1,3	0,1	0,4	3,5	2,5
Impôts sur production et importations	166 252	168 024	169 396	171 536	172 556	173 656	165 066	171 786
	1,2	1,1	0,8	1,3	0,6	0,6	4,2	4,1
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 780	9 784	9 992	10 060	10 092	10 032	9 776	10 044
	0,5	0,0	2,1	0,7	0,3	-0,6	1,6	2,7
Revenus de placements	43 228	44 980	42 916	43 384	46 448	55 028	42 454	46 944
	3,6	4,1	-4,6	1,1	7,1	18,5	3,8	10,6
Ventes de biens et services[1]	40 756	40 532	42 368	42 132	43 084	43 344	40 463	42 732
	0,6	-0,5	4,5	-0,6	2,3	0,6	4,0	5,6
Dépenses	502 596	508 588	514 980	521 184	528 012	532 372	502 119	524 137
	0,5	1,2	1,3	1,2	1,3	0,8	3,3	4,4
Dépenses courantes brutes en biens et services[1]	290 112	292 708	298 584	303 168	307 560	311 092	288 997	305 101
	0,5	0,9	2,0	1,5	1,4	1,1	4,9	5,6
Transferts courants	150 224	154 080	154 512	155 820	158 352	159 456	150 420	157 035
	1,0	2,6	0,3	0,8	1,6	0,7	3,3	4,4
Intérêts sur la dette publique	62 260	61 800	61 884	62 196	62 100	61 824	62 702	62 001
	-1,0	-0,7	0,1	0,5	-0,2	-0,4	-3,2	-1,1
Épargne	23 832	26 360	27 300	31 144	34 248	45 816	19 633	34 627
	40,2	10,6	3,6	14,1	10,0	33,8	151,2	76,4
Épargne brute et transferts de capitaux	44 156	50 148	51 736	55 024	58 200	70 640	41 846	58 900
	11,6	13,6	3,2	6,4	5,8	21,4	34,9	40,8
Épargne	23 832	26 360	27 300	31 144	34 248	45 816	19 633	34 627
	40,2	10,6	3,6	14,1	10,0	33,8	151,2	76,4
Provisions pour consommation de capital	23 500	23 832	24 040	24 248	24 556	24 904	23 387	24 437
	1,1	1,4	0,9	0,9	1,3	1,4	4,1	4,5
Transferts nets de capitaux	-3 176	-44	396	-368	-604	-80	-1 174	-164

Moins: Acquisition de capital non financier	33 428	33 124	34 204	34 832	35 300	36 288	33 112	35 156
	0,2	-0,9	3,3	1,8	1,3	2,8	6,9	6,2
Prêt net	10 728	17 024	17 532	20 192	22 900	34 352	8 734	23 744

Transactions: actifs financiers	1 676	12 124	67 628	52 700	42 816	57 696	17 536	55 210

Argent et dépôts	5 680	-7 380	3 972	2 200	1 332	876	-1 545	2 095

Prêts	7 404	5 892	5 268	3 452	3 140	4 328	5 657	4 047

Titres canadiens	-3 120	18 452	31 036	20 068	13 704	35 616	11 602	25 106

Autres actifs financiers	-8 288	-4 840	27 352	26 980	24 640	16 876	1 822	23 962

Transactions: passif	-5 280	3 772	48 268	30 736	27 512	29 004	10 909	33 880

Emprunts bancaires et autres emprunts	684	1 420	1 928	72	1 116	1 432	725	1 137

Effets à court terme	-6 544	-5 660	30 612	-29 060	10 212	14 620	-2 118	6 596

Obligations	1 692	-1 576	15 168	12 012	-7 396	-308	3 297	4 869

Autres passifs	-1 112	9 588	560	47 712	23 580	13 260	9 005	21 278

Investissement financier net	6 956	8 352	19 360	21 964	15 304	28 692	6 627	21 330

Divergence du secteur	3 772	8 672	-1 828	-1 772	7 596	5 660	2 107	2 414

1 Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	506 844	505 008	512 700	524 152	528 768	539 500	496 079	526 280
	0,8	-0,4	1,5	2,2	0,9	2,0	5,5	6,1
Ventes de biens (importations)	375 832	368 000	378 156	383 808	388 412	396 620	363 079	386 749
	2,2	-2,1	2,8	1,5	1,2	2,1	6,0	6,5
Ventes de services (importations)	74 268	75 460	76 256	77 872	77 220	77 776	75 267	77 281
	-2,8	1,6	1,1	2,1	-0,8	0,7	4,9	2,7
Intérêts, dividendes et recettes diverses	50 068	54 008	49 316	54 888	55 384	56 964	50 788	54 138
	-3,3	7,9	-8,7	11,3	0,9	2,9	2,7	6,6
Transferts courants	6 676	7 540	8 972	7 584	7 752	8 140	6 945	8 112
	-6,0	12,9	19,0	-15,5	2,2	5,0	8,5	16,8
Dépenses	536 540	521 656	527 140	541 360	562 400	592 160	523 218	555 765
	-0,7	-2,8	1,1	2,7	3,9	5,3	6,9	6,2
Achats de biens (exportations)	442 276	425 736	429 712	439 752	459 908	484 232	429 140	453 401
	-0,3	-3,7	0,9	2,3	4,6	5,3	7,2	5,7
Achats de services (exportations)	63 672	64 400	64 496	64 736	64 844	65 344	63 440	64 855
	0,1	1,1	0,1	0,4	0,2	0,8	3,8	2,2
Intérêts, dividendes et paiements divers	23 208	24 336	25 184	29 308	29 468	34 520	23 367	29 620
	-8,6	4,9	3,5	16,4	0,5	17,1	8,3	26,8
Transferts courants	7 384	7 184	7 748	7 564	8 180	8 064	7 271	7 889
	0,2	-2,7	7,9	-2,4	8,1	-1,4	10,0	8,5
Épargne	-29 696	-16 648	-14 440	-17 208	-33 632	-52 660	-27 139	-29 485

Épargne brute et transferts de capitaux	-34 168	-21 240	-19 852	-24 308	-40 456	-56 788	-31 547	-35 351

Épargne	-29 696	-16 648	-14 440	-17 208	-33 632	-52 660	-27 139	-29 485

Transferts nets de capitaux	-4 472	-4 592	-5 412	-7 100	-6 824	-4 128	-4 408	-5 866

Prêt net[1]	-34 168	-21 240	-19 852	-24 308	-40 456	-56 788	-31 547	-35 351

Transactions: actifs financiers	51 552	41 728	67 752	35 896	121 756	44 232	45 684	67 409

Argent et dépôts	-3 968	3 832	340	3 084	6 528	6 844	2 184	4 199

Prêts	-8 504	-5 772	5 056	-2 320	-1 684	-11 872	-5 861	-2 705

Effets à court terme	-1 344	440	-1 504	-2 044	2 336	3 000	-151	447

Obligations	34 980	26 124	3 100	1 960	10 144	-7 472	19 550	1 933

Actions	25 712	36 448	23 484	-20 000	32 540	14 744	35 839	12 692

Autres actifs financiers	4 676	-19 344	37 276	55 216	71 892	38 988	-5 877	50 843

Transactions: passif	78 312	57 496	91 600	65 952	142 868	78 284	70 959	94 676

Réserves officielles	2 456	-13 648	10 300	-2 524	-2 908	1 752	-3 426	1 655

Argent et dépôts	-888	17 724	8 960	7 936	12 224	18 028	8 030	11 787

Emprunts bancaires et autres emprunts	13 488	4 412	-3 120	-2 024	7 188	6 328	9 463	2 093

Investissements étrangers	22 716	15 656	46 424	46 760	57 172	50 120	15 461	50 119

Autres passifs	40 540	33 352	29 036	15 804	69 192	2 056	41 431	29 022

Investissement financier net	-26 760	-15 768	-23 848	-30 056	-21 112	-34 052	-25 275	-27 267

Divergence du secteur	-7 408	-5 472	3 996	5 748	-19 344	-22 736	-6 272	-8 084

1 Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Quatrième trimestre de 2005

2005 (données corrigées)

Les statistiques du travail conformes aux comptes nationaux qui sont diffusés aujourd'hui avec les comptes économiques provinciaux comprennent les corrections des heures travaillées pour 2005. Ces corrections n'étaient pas reflétées dans les estimations provisoires de la croissance de productivité qui ont été publiées le 10 mars 2006. Ces changements des heures travaillées entraînent un ajustement substantiel à la hausse de la croissance de la productivité du travail dans le secteur des entreprises en 2005.

Le taux de croissance pour 2005 de 1,1 % de la productivité canadienne publié le 10 mars se chiffre à 2,2 % après correction, soit la meilleure performance annuelle de la productivité depuis 2000.

Après avoir connu une croissance lente en 2003 et en 2004, la productivité dans le secteur des entreprises s'est, en effet, considérablement redressée en 2005. Ce regain de vitalité s'est produit dans le contexte d'un net ralentissement des heures travaillées conjugué à une croissance économique soutenue.

La productivité du travail aux États-Unis a progressé de 2,7 % en 2005. Étant donné la correction des estimations canadiennes de 2005, l'écart de croissance de productivité entre le Canada et les États-Unis s'est réduit à seulement 0,5 point de pourcentage en 2005, soit l'écart le plus faible des cinq dernières années.

Note aux lecteurs

Dans le présent communiqué, les estimations de la productivité du travail pour la période allant de 2004 à 2005 dans le secteur des entreprises ont été révisées à la hausse par rapport à celles initialement publiées le 10 mars 2006 puis retirées de notre site Web par la suite. Ces nouvelles statistiques incorporent des corrections aux estimations des heures travaillées en 2005. Les estimations publiées le 10 mars ne prenaient pas correctement en compte les différences en termes de jours ouvrables entre 2004 et 2005, en particulier le fait que l'année 2004 avait deux jours ouvrables de plus que 2005.

Cet ajustement pour les jours ouvrables sur les estimations des heures travaillées pour 2005 est appréciable, particulièrement pour la productivité du travail et la rémunération horaire. Statistique Canada s'excuse des inconvénients que cette erreur aurait pu causer.

Des révisions mineures ont également été apportées aux estimations à la suite de l'amélioration de la division du nombre d'heure entre le secteur des entreprises et le secteur non commercial.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Secteur des entreprises : productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis

	2003 T4	2004 T1	2004 T2	2004 T3	2004 T4	2005 T1	2005 T2	2005 T3	2005 T4
	var. en % d'un trimestre à l'autre, données désaisonnalisées								
Canada									
Productivité du travail	-0,1	-0,2	-0,6	1,2	0,7	0,3	0,3	0,9	0,6
Produit brut intérieur (PIB) réel	1,0	0,8	1,2	0,8	0,5	0,5	0,8	1,0	0,7
Heures travaillées	1,1	0,9	1,8	-0,3	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2
Rémunération horaire	0,0	0,2	-0,8	1,3	1,5	0,7	1,1	1,8	1,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,1	0,4	-0,1	0,0	0,8	0,5	0,6	0,9	1,2
Taux de change ¹	-4,7	0,2	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4	-3,3	-2,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre in US\$	5,0	0,2	-3,2	4,1	7,9	0,0	-0,7	4,6	3,6
États-Unis²									
Productivité du travail	0,0	0,9	0,9	0,4	0,7	0,8	0,3	1,3	0,0
Produit brut intérieur (PIB) réel	0,7	1,2	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	1,2	0,4
Heures travaillées	0,6	0,3	0,1	0,7	0,3	0,2	0,7	0,0	0,4
Rémunération horaire	0,6	1,0	0,9	1,6	2,7	1,2	0,1	1,5	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,6	0,1	0,1	1,1	2,0	0,3	-0,2	0,3	0,7

	2003	2004	2005	2005 T1	2005 T2	2005 T3	2005 T4
	var. annuelle en %			var. en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, données désaisonnalisées			
Canada							
Productivité du travail	0,4	0,0	2,2	1,6	2,6	2,3	2,2
Produit brut intérieur (PIB) réel	1,6	3,1	2,8	3,0	2,5	2,7	3,0
Heures travaillées	1,3	3,1	0,6	1,5	0,1	0,3	0,8
Rémunération horaire	2,3	0,9	4,5	2,7	4,7	5,1	5,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,8	0,9	2,3	1,1	1,9	2,8	3,3
Taux de change ¹	-10,8	-7,1	-6,9	-6,9	-8,6	-8,1	-4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre in US\$	14,5	8,4	9,9	8,7	11,4	11,9	7,5
États-Unis²							
Productivité du travail	4,1	3,5	2,7	2,8	2,2	3,0	2,4
Produit brut intérieur (PIB) réel	3,4	4,8	4,0	4,1	4,1	4,2	3,7
Heures travaillées	-0,7	1,3	1,3	1,2	1,9	1,1	1,3
Rémunération horaire	4,0	4,7	5,4	6,5	5,7	5,6	3,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,1	1,2	2,7	3,6	3,4	2,5	1,2

1. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

2. Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics (NEWS, Productivity and costs - quatrième trimestre de 2005, publié le 7 mars).

Bilan des investissements internationaux

Quatrième trimestre de 2005

Le passif net du Canada envers l'étranger a atteint son plus haut niveau trimestriel de 2005 à la fin de l'année, alors que la valeur du passif étranger du Canada a augmenté plus rapidement que celle de son actif à l'étranger.

Le passif net envers l'étranger, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers du Canada, s'établissait à 175,8 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre, une hausse de 1,6 % par rapport au troisième trimestre.

Toutefois, sur 12 mois, le passif net envers l'étranger a diminué de 2,9 % par rapport au passif net de 181,1 milliards de dollars enregistré à la fin de 2004. Il s'agit du troisième recul consécutif en fin d'année du passif net du Canada à l'étranger.

La valeur de notre actif international a totalisé 1 004,4 milliards de dollars, en hausse de 5,0 milliards de dollars par rapport au troisième trimestre, qui s'explique par une progression des investissements directs canadiens à l'étranger et des avoirs en obligations étrangères.

Le passif international du Canada s'est accru de 7,9 milliards de dollars, passant ainsi à 1 180,3 milliards de dollars. Ce mouvement est principalement attribuable à la croissance des investissements directs étrangers au Canada.

Durant l'année, le passif étranger a enregistré une augmentation de 43,7 milliards de dollars, dont près des trois quarts résultent des investissements directs étrangers au Canada. Parallèlement, l'actif canadien à l'étranger a connu une hausse de 49,0 milliards de dollars, dont près de la moitié s'explique par la progression des avoirs en obligations étrangères.

Le passif net à l'étranger à la fin de décembre représentait 12,5 % du produit intérieur brut du Canada, ce qui correspond au pourcentage observé à la fin du troisième trimestre, mais est légèrement inférieur au ratio de 13,7 % constaté à la fin de 2004.

Note aux lecteurs

Estimations fondées sur la valeur au marché

Depuis le premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur au marché. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur au marché soit disponible. Les estimations annuelles selon la valeur au marché des investissements directs étrangers seront disponibles en mai 2006.

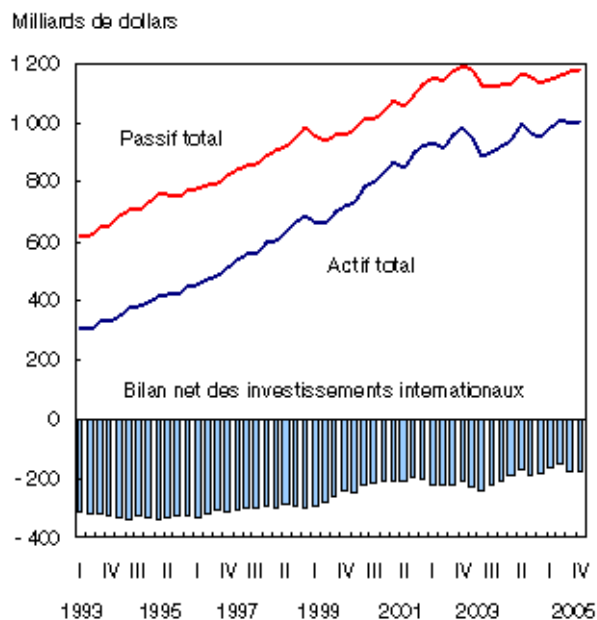
Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Le dollar canadien a légèrement diminué par rapport à la devise américaine et a progressé par rapports aux autres devises durant le trimestre. Toutefois, le dollar canadien a clôturé l'année à 86,0 cents US, une progression d'environ 3 % en un an. En 2005, le dollar canadien a gagné 15 % par rapport à la livre sterling, 18 % par rapport à l'euro et 19 % par rapport au yen.

Le passif net du Canada envers l'étranger a son plus haut niveau trimestriel de 2005



Progression considérable des avoirs en obligations étrangères

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont considérablement progressé pour atteindre 79,4 milliards de dollars à la fin du trimestre, soit une augmentation de 7,3 % par rapport au trimestre précédent. Il s'agit de la dixième hausse trimestrielle consécutive. La plus grande partie de cette augmentation fut enregistrée aux obligations américaines. Les avoirs canadiens en instruments du marché monétaire étranger se sont accrus de 4,8 % par rapport au troisième trimestre pour s'établir à 13,1 milliards de dollars.

Les avoirs en actions étrangères ont atteint 180,6 milliards de dollars, une hausse de 1,5 milliard de dollars par rapport au troisième trimestre. Les achats d'actions étrangères effectués au quatrième trimestre ont été partiellement neutralisés par une baisse de la valeur des actions étrangères déjà détenues provoquée par l'appréciation du dollar canadien face aux devises étrangères (excluant le dollar américain).

Sur 12 mois, les avoirs canadiens en obligations étrangères ont augmenté de 21,9 milliards de dollars ou 38,1 % depuis la fin de 2004. La demande canadienne d'obligations étrangères a été forte toute l'année, les Canadiens se procurant un nombre record d'obligations en 2005. Parallèlement, les avoirs canadiens en actions étrangères ont reculé de 3,2 % par rapport à la fin de 2004.

Les réserves internationales du Canada s'élevaient à 38,0 milliards de dollars à la fin de l'année, un recul d'environ 500 millions de dollars par rapport au troisième trimestre, le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre de 1999. Les réserves internationales régressent depuis le sommet de 56,2 milliards de dollars atteint à la fin de 2002.

Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont gagné 1,2 % au quatrième trimestre pour s'établir à 457,3 milliards de dollars à la fin de décembre. Des opérations de 8,3 milliards de dollars expliquent cette hausse des avoirs, qui ont été réduits toutefois de 2,7 milliards de dollars en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises d'outre-mer.

En 2005, la valeur des investissements directs à l'étranger s'est améliorée de 12,2 milliards de dollars. Les investissements directs canadiens aux États-Unis ont augmenté de 15,5 milliards de dollars, mais ceux effectués dans tous les autres pays combinés ont reculé de 3,3 milliards de dollars.

Augmentation des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont grimpé de 10,0 milliards de dollars pour s'établir à 398,4 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre, à la suite surtout d'acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers provenant majoritairement de pays d'outre-mer.

Pour la première fois en plus de deux décennies, les investissements directs étrangers au Canada ont dépassé les avoirs étrangers en obligations canadiennes comme principale composante du passif étranger du pays.

À la fin de décembre, les investissements directs étrangers représentaient 33,8 % du passif du Canada et les avoirs étrangers en obligations canadiennes, 32,8 %.

En 2005, les investissements directs étrangers au Canada ont augmenté de 32,7 milliards de dollars par rapport au niveau observé à la fin de 2004.

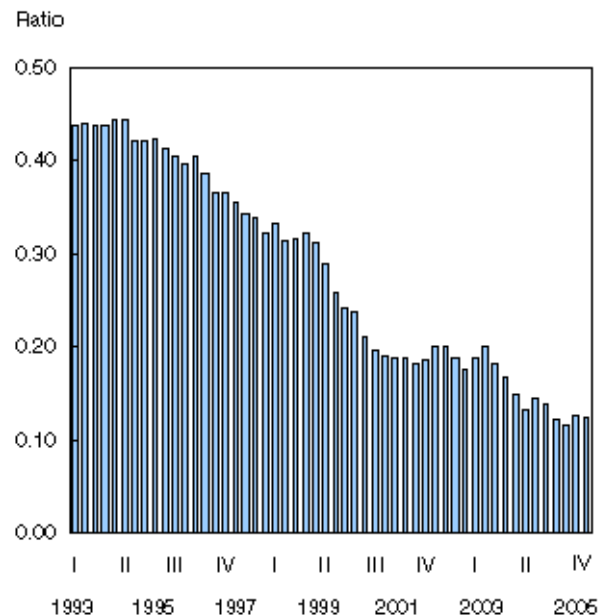
Variation trimestrielle importante des avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien

Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont fait un bond de 17 % au quatrième trimestre, après une chute brutale au troisième trimestre, pour se fixer à 20,8 milliards de dollars. Les effets à court terme émis par le gouvernement fédéral (y compris les entreprises publiques fédérales) ont augmenté de 1,9 milliard de dollars pour atteindre 14,3 milliards de dollars.

Parallèlement, les avoirs étrangers en obligations canadiennes sont passés à 387,0 milliards de dollars à la fin de décembre, une baisse de 2,7 milliards de dollars par rapport à la fin de septembre.

En dernier lieu, les avoirs étrangers en actions canadiennes ont légèrement augmenté pour se fixer à 112,8 milliards de dollars à la fin du quatrième trimestre. Sur 12 mois, les avoirs étrangers en actions canadiennes ont progressé de 4,2 milliards de dollars. L'indice composite S&P/TSX a gagné près de 22 % en 2005.

Le passif international net du Canada par rapport au PIB inchangé



Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	443 568	445 063	452 695	462 113	451 671	457 270	445 063	457 270
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	52 377	57 471	62 949	67 766	73 957	79 406	57 471	79 406
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>56 859</i>	<i>61 941</i>	<i>67 528</i>	<i>74 642</i>	<i>79 975</i>	<i>85 903</i>	<i>61 941</i>	<i>85 903</i>
Actions étrangères	190 024	186 678	185 751	185 663	179 069	180 618	186 678	180 618
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>349 024</i>	<i>368 926</i>	<i>367 343</i>	<i>375 696</i>	<i>383 738</i>	<i>398 272</i>	<i>368 926</i>	<i>398 272</i>
Marché monétaire étranger	11 398	11 079	11 017	12 169	12 467	13 055	11 079	13 055
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>11 413</i>	<i>11 108</i>	<i>11 040</i>	<i>12 194</i>	<i>12 494</i>	<i>13 108</i>	<i>11 108</i>	<i>13 108</i>
Autres investissements								
Prêts	62 403	56 047	59 337	57 550	56 594	53 258	56 047	53 258
Provisions	-11 006	-10 879	-10 805	-10 905	-10 652	-10 613	-10 879	-10 613
Dépôts	108 076	112 460	120 103	126 051	134 197	124 964	112 460	124 964
Réserves internationales	44 652	40 315	43 072	41 769	38 459	38 030	40 315	38 030
Autres actifs	60 452	57 202	61 332	64 130	63 664	68 456	57 202	68 456
Total de l'actif								
à la valeur comptable	961 943	955 436	985 451	1 006 307	999 427	1 004 444	955 436	1 004 444
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 125 441</i>	<i>1 142 183</i>	<i>1 171 645</i>	<i>1 203 240</i>	<i>1 210 140</i>	<i>1 228 648</i>	<i>1 142 183</i>	<i>1 228 648</i>
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	365 789	365 675	369 490	374 679	388 353	398 377	365 675	398 377
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	408 158	405 091	402 713	403 874	389 653	387 006	405 091	387 006
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>440 963</i>	<i>437 692</i>	<i>434 660</i>	<i>445 187</i>	<i>424 338</i>	<i>415 843</i>	<i>437 692</i>	<i>415 843</i>
Actions canadiennes	105 598	108 554	110 504	109 324	111 989	112 840	108 554	112 840
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>220 492</i>	<i>242 326</i>	<i>256 689</i>	<i>261 517</i>	<i>298 242</i>	<i>308 698</i>	<i>242 326</i>	<i>308 698</i>
Marché monétaire canadien	18 111	19 621	18 628	19 710	17 686	20 783	19 621	20 783
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>18 191</i>	<i>19 707</i>	<i>18 695</i>	<i>19 832</i>	<i>17 791</i>	<i>20 899</i>	<i>19 707</i>	<i>20 899</i>
Autres investissements								
Emprunts	42 876	39 743	48 880	50 119	43 330	39 283	39 743	39 283
Dépôts	185 607	175 970	175 243	181 225	198 910	201 632	175 970	201 632
Autres passifs	22 063	21 910	22 158	22 371	22 494	20 346	21 910	20 346
Total du passif								
à la valeur comptable	1 148 202	1 136 563	1 147 616	1 161 303	1 172 415	1 180 266	1 136 563	1 180 266
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 295 981</i>	<i>1 303 023</i>	<i>1 325 815</i>	<i>1 354 930</i>	<i>1 393 458</i>	<i>1 405 078</i>	<i>1 303 023</i>	<i>1 405 078</i>
Bilan net des investissements internationaux								
à la valeur comptable	-186 258	-181 127	-162 165	-154 997	-172 989	-175 822	-181 127	-175 822
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>-170 540</i>	<i>-160 840</i>	<i>-154 170</i>	<i>-151 690</i>	<i>-183 318</i>	<i>-176 430</i>	<i>-160 840</i>	<i>-176 430</i>

Comptes du bilan national

Quatrième trimestre de 2005 et année 2005

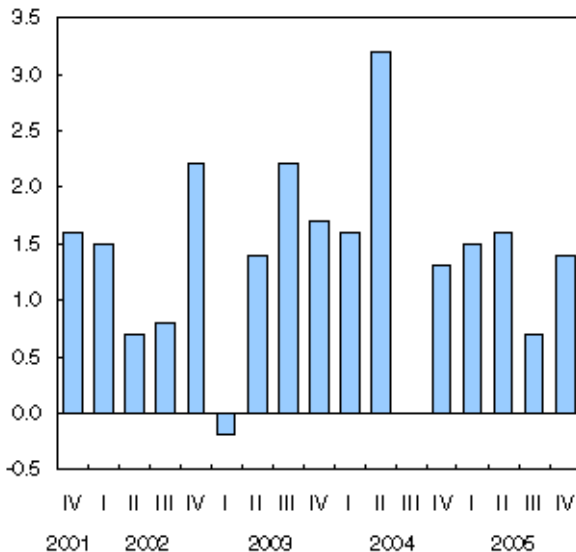
Accélération de la valeur nette nationale

À la fin du quatrième trimestre, la valeur nette nationale avait atteint 4,5 billions de dollars, soit 137 300 \$ par habitant.

Au quatrième trimestre, la valeur nette nationale a augmenté de 1,4 %, une reprise marquée comparativement à celle de 0,7 % au troisième trimestre. La croissance au troisième trimestre avait été contrainte par une vive progression de la dette extérieure nette (endettement envers les non-résidents moins dette de ces derniers à l'égard des Canadiens).

La valeur nette nationale progresse

Variation en %, données non désaisonnalisées



La valeur nette au pays a augmenté de 60,4 milliards de dollars au quatrième trimestre, l'épargne nationale ayant progressé, du fait principalement des bénéficiaires non répartis des sociétés. Cette augmentation est attribuable à une hausse de 53,5 milliards de dollars du patrimoine national (actifs non financiers de l'ensemble de l'économie) et à une baisse légère de la dette extérieure.

La forte performance de l'économie, qui s'est poursuivie au quatrième trimestre, s'est reflétée dans la croissance soutenue du patrimoine national (+1,2 %). Malgré le ralentissement des investissements en construction résidentielle, le marché de la revente des biens immobiliers résidentiels a continué de jouer un rôle de premier plan dans la croissance du patrimoine national, représentant environ la moitié de la hausse. L'augmentation des investissements en machines et matériel dans la construction non résidentielle a également contribué de façon importante à la croissance au cours de ce trimestre.

La dette extérieure nette des Canadiens (dont les titres négociables sont selon la valeur au marché) a diminué légèrement au cours du trimestre, par suite d'une hausse importante attribuable au taux de change au troisième trimestre. Bien que la devise canadienne a continué de s'apprécier, les plus-values latentes des investissements de portefeuille à l'étranger a contribué à réduire la dette extérieure nette du Canada. L'augmentation de la valeur des investissements de portefeuille en actifs étrangers par les Canadiens a dépassé celle des investissements de portefeuille de non-résidents en avoirs et en titres d'emprunts canadiens. Toutefois, en tenant compte de la valeur comptable des titres négociables, la dette extérieure nette des Canadiens a augmenté au quatrième trimestre.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers, soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles, de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'**épargne nationale** représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif. Parmi les causes de la réévaluation figurent la variation des prix des actions, les taux d'intérêt, les taux de change et les provisions pour prêts. Pour plus de renseignements sur l'épargne nationale et sur le rapport entre l'épargne des différents secteurs de l'économie, voir la publication Tendances sur le plan de l'épargne et prêt net dans les comptes nationaux (13-604-MIF2005049, gratuite).

Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990. On dispose d'estimations établies selon la valeur au marché depuis juin 2004. Pour plus de renseignements, consultez la page Estimations du bilan à la valeur marchande de notre site Web (www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm).

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est également disponible (tableau 378-0005 de CANSIM). Les estimations des ressources annuelles sont publiées une fois par année, lors de la diffusion du quatrième trimestre.

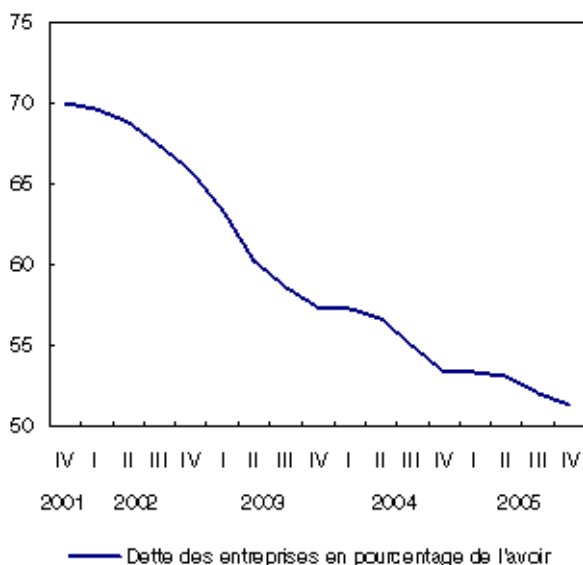
La situation financière des sociétés continue de s'améliorer

Grâce à des bénéfices solides au quatrième trimestre, et malgré des hausses d'investissement des entreprises dans les structures et les machines et le matériel, les sociétés ont affiché un excédent record. Depuis 2000, les sociétés ont dégagé plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Les sociétés sont donc devenues de plus en plus un fournisseur net de fonds au reste de l'économie et ont restructuré de façon significative leurs bilans.

La dépendance réduite des sociétés non financières privées à l'égard des fonds d'emprunt s'est reflétée dans le ratio d'endettement (à la valeur comptable), qui a diminué de nouveau au quatrième trimestre.

L'endettement des sociétés continue de diminuer

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



Pour une analyse plus approfondie de la transformation financière des sociétés, voir la publication *Tendances récentes du financement des sociétés*, n° 13-604 n° 49 au catalogue.

La valeur nette des ménages augmente moins rapidement

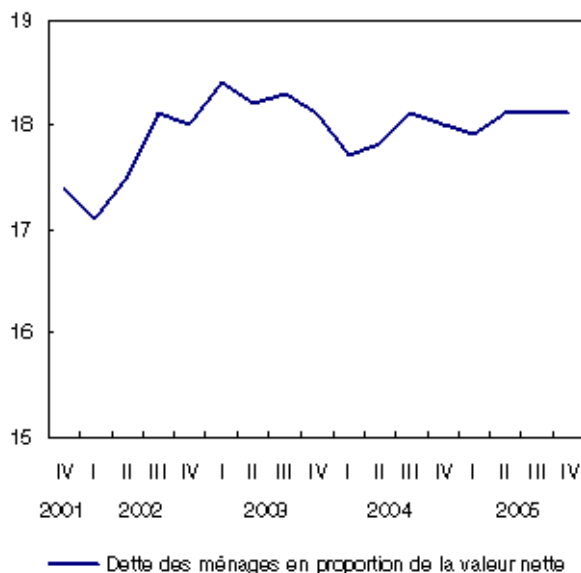
La valeur nette des ménages a augmenté à un taux plus faible (+1,4 %) qu'au troisième trimestre. Cela rend compte du progrès plus lent de la revente de biens immobiliers résidentiels et des actions.

La valeur des actions détenues par des particuliers et des avoirs de retraite a augmenté légèrement, du fait à la fois des augmentations plus faibles des marchés boursiers et des acquisitions réduites d'actifs financiers au cours du trimestre. La valeur des biens immobiliers résidentiels a augmenté dans une mesure au quatrième trimestre comparativement au troisième, ce qui rend compte du ralentissement des investissements dans la nouvelle construction résidentielle et de la faiblesse du marché de la revente.

L'appétit des ménages pour les emprunts s'est calmé, la demande au chapitre de la consommation et des hypothèques ayant été moins exubérante qu'au trimestre précédent. Le ratio de la dette des ménages et de leur valeur nette est demeuré stable, à 18,1 % durant le trimestre. La croissance de la dette totale des ménages a été légèrement supérieure à celle du revenu personnel disponible, les ménages canadiens ayant actuellement environ 1,08 \$ de dette pour chaque dollar de revenu disponible.

L'endettement des ménages demeure stable

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées



Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB continue de diminuer

Étant donné que le secteur des administrations publiques dans son ensemble a enregistré un autre excédent au quatrième trimestre, la dette nette des administrations publiques (total des passifs financiers moins total des actifs financiers) a diminué pour un troisième trimestre consécutif. La dette nette des administrations publiques, exprimée en pourcentage du PIB, a encore diminué, pour

atteindre son niveau de 1985. La dette nette représente environ la moitié du PIB, comparativement à 90 % il y a 10 ans.

Sommaire annuel, 2005

Amélioration plus lente du bilan national

La valeur nette du bilan national a augmenté de 5,3 % en 2005. Toutefois, la progression légèrement plus faible du patrimoine national et une hausse globale de la dette extérieure nette au cours de l'année ont ralenti que la croissance de la valeur nette nationale a été plus faible que celle de 6,2 % enregistrée en 2004.

Le patrimoine national a augmenté de 5,5 % au cours de l'année, comparativement à 5,6 % en 2004. Les hausses des investissements et de la valeur des biens immobiliers résidentiels ont continué d'être les principaux facteurs à la base de l'augmentation de la valeur des actifs non financiers.

Les actifs accumulés en usines et en matériel, qui sont détenus principalement par les sociétés, ont représenté une part plus grande de la hausse en 2005, étant à la source de 30 % de la variation du patrimoine national, comparativement à 24 % en 2004.

Les ressources naturelles contribuent à l'augmentation du taux de croissance du patrimoine national

Lorsque l'on tient compte des ressources naturelles, le patrimoine national a augmenté de 6,1 % en 2005, soit au même rythme qu'en 2004. Cette croissance a été maintenue principalement du fait du raffermissement des prix des ressources de base.

La valeur de certaines ressources naturelles — bois d'œuvre, énergie et ressources minérales — a augmenté de 7,6 %, pour atteindre 925,4 milliards de dollars en 2005. Le taux de croissance a été moindre qu'en 2004, en partie à cause des effets de l'appréciation de la devise canadienne.

La valeur des ressources minérales a augmenté de 14,9 % en 2005, du fait de la vigueur de la demande internationale. La valeur des réserves énergétiques, qui représente plus de la moitié de la valeur totale du patrimoine des ressources naturelles, a augmenté de 8,4 %. Parmi les ressources énergétiques, le pétrole brut a augmenté de 35,3 %, du fait de la montée des prix en cours. La valeur des stocks de bois d'œuvre est en hausse de 4,0 %.

Comptes du bilan national[1]

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette national								
Patrimoine national	4 341 <i>1,1</i>	4 386 <i>1,0</i>	4 441 <i>1,3</i>	4 509 <i>1,5</i>	4 573 <i>1,4</i>	4 627 <i>1,2</i>	4 386 <i>5,6</i>	4 627 <i>5,5</i>
Dettes nettes extérieures	-170 ...	-161 ...	-154 ...	-152 ...	-183 ...	-176 ...	-161 ...	-176 ...
Valeur nette nationale	4 170 <i>0,0</i>	4 225 <i>1,3</i>	4 287 <i>1,5</i>	4 357 <i>1,6</i>	4 390 <i>0,8</i>	4 450 <i>1,4</i>	4 225 <i>6,2</i>	4 450 <i>5,3</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	130 200 <i>-0,2</i>	131 700 <i>1,2</i>	133 300 <i>1,2</i>	135 000 <i>1,3</i>	135 600 <i>0,4</i>	137 300 <i>1,3</i>	131 700 <i>5,2</i>	137 300 <i>4,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national, valeur marchande

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	13 499 765	13 758 425	14 039 015	14 332 462	14 649 797	14 871 777	13 758 425	14 871 777
Actifs non financiers	4 340 565	4 386 039	4 441 495	4 508 929	4 573 218	4 626 714	4 386 039	4 626 714
Immeubles résidentiels	1 191 166	1 204 005	1 220 720	1 241 294	1 264 851	1 285 890	1 204 005	1 285 890
Construction non résidentielle	1 035 690	1 045 854	1 057 743	1 067 046	1 079 422	1 091 322	1 045 854	1 091 322
Machines et matériel	412 924	414 394	415 823	418 358	421 764	426 139	414 394	426 139
Biens de consommation durables	351 961	360 073	360 793	365 845	369 590	376 677	360 073	376 677
Stocks	198 459	198 332	206 471	206 622	212 624	211 251	198 332	211 251
Terrains	1 150 365	1 163 381	1 179 945	1 209 764	1 224 967	1 235 435	1 163 381	1 235 435
Actifs financiers nets	-170 462	-160 751	-154 102	-151 570	-183 213	-176 310	-160 751	-176 310
Actifs financiers	9 159 200	9 372 386	9 597 520	9 823 533	10 076 579	10 245 063	9 372 386	10 245 063
Réserves officielles	44 653	40 314	43 072	41 769	38 459	38 029	40 314	38 029
Or et devises étrangères	39 530	35 204	38 137	37 631	34 973	35 357	35 204	35 357
Position de réserve au FMI	4 035	3 999	3 827	3 044	2 439	1 629	3 999	1 629
Droits de tirage spéciaux	1 088	1 111	1 108	1 094	1 047	1 043	1 111	1 043
Argent et dépôts bancaires	748 316	768 021	791 872	825 971	830 212	834 907	768 021	834 907
Autres dépôts	187 244	190 916	193 221	196 727	200 312	203 767	190 916	203 767
Devises et dépôts étrangers	91 630	91 809	84 575	88 828	99 370	105 698	91 809	105 698
Crédit à la consommation	238 581	243 883	246 054	254 269	260 222	265 482	243 883	265 482
Comptes à recevoir	230 810	231 056	236 495	239 974	245 669	252 544	231 056	252 544
Prêts bancaires	191 083	191 363	195 923	199 122	199 318	201 353	191 363	201 353
Autres prêts	199 459	205 421	203 993	207 240	208 172	213 091	205 421	213 091
Effets à court terme, Canada	108 852	110 759	122 886	116 345	116 848	120 159	110 759	120 159
Autres effets à court terme	152 173	150 174	149 640	158 225	166 063	171 430	150 174	171 430
Hypothèques	665 394	674 495	683 606	697 544	714 732	728 653	674 495	728 653
Obligations fédérales (dont les OÉC)	275 955 21 063	271 203 19 462	278 408 19 080	279 624 18 860	275 760 18 651	270 634 17 712	271 203 19 462	270 634 17 712
Obligations provinciales	297 475	306 557	313 203	321 528	320 190	320 071	306 557	320 071
Obligations municipales	37 315	37 965	37 957	39 352	39 097	38 610	37 965	38 610
Autres obligations	316 678	325 646	338 978	361 730	372 752	395 626	325 646	395 626
Assurances-vie et rentes	1 103 720	1 129 545	1 147 772	1 174 936	1 205 378	1 228 528	1 129 545	1 228 528
Créances, entreprises privées	1 131 120	1 136 285	1 158 278	1 173 196	1 195 715	1 198 947	1 136 285	1 198 947
Créances, administrations publiques	189 661	184 782	186 963	187 118	183 422	186 652	184 782	186 652
Actions	1 755 748	1 845 372	1 906 682	1 958 469	2 077 429	2 122 384	1 845 372	2 122 384
Investissements étrangers	427 714	448 799	456 230	474 857	487 222	510 974	448 799	510 974
Autres éléments de l'actif	765 619	788 021	821 712	826 709	840 237	837 524	788 021	837 524
Passif et valeur nette	13 499 765	13 758 425	14 039 015	14 332 462	14 649 797	14 871 777	13 758 425	14 871 777
Passif	9 329 662	9 533 137	9 751 622	9 975 103	10 259 792	10 421 373	9 533 137	10 421 373
Argent et dépôts bancaires	764 613	784 249	806 908	838 944	842 814	851 146	784 249	851 146
Autres dépôts	187 244	190 916	193 221	196 727	200 312	203 767	190 916	203 767
Devises et dépôts étrangers	100 780	97 679	87 944	91 186	106 217	110 153	97 679	110 153
Crédit à la consommation	238 581	243 883	246 054	254 269	260 222	265 482	243 883	265 482
Comptes à payer	233 741	234 408	238 260	240 468	247 593	250 263	234 408	250 263
Emprunts bancaires	165 237	165 623	169 330	173 234	171 847	174 104	165 623	174 104
Autres emprunts	196 849	201 619	205 009	207 508	209 838	208 666	201 619	208 666
Effets à court terme, Canada	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	129 632	118 787	129 632
Autres effets à court terme	162 479	161 072	159 653	168 323	174 988	181 804	161 072	181 804
Hypothèques	665 745	674 846	683 957	697 896	715 083	729 002	674 846	729 002
Obligations fédérales (dont les OÉC)	339 964 21 063	330 880 19 462	336 444 19 080	336 039 18 860	331 798 18 651	325 062 17 712	330 880 19 462	325 062 17 712
Obligations provinciales	422 032	432 694	440 761	453 610	442 904	441 421	432 694	441 421
Obligations municipales	40 938	41 691	41 498	43 093	42 875	42 364	41 691	42 364
Autres obligations	556 624	565 719	575 907	606 357	606 212	624 446	565 719	624 446
Assurances-vie et rentes	1 103 720	1 129 545	1 147 772	1 174 936	1 205 378	1 228 528	1 129 545	1 228 528
Créances, entreprises privées	451 622	442 718	448 768	450 027	474 254	479 454	442 718	479 454
Créances, administrations publiques	189 661	184 782	186 963	187 118	183 422	186 652	184 782	186 652
Actions	2 630 545	2 743 952	2 828 639	2 900 130	3 081 340	3 150 963	2 743 952	3 150 963
Autres éléments du passif	763 366	788 074	823 472	830 482	837 863	838 464	788 074	838 464
Valeur nette	4 170 103	4 225 288	4 287 393	4 357 359	4 390 005	4 450 404	4 225 288	4 450 404

Tableau sommaire du marché du crédit

	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	2004	2005
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	896 315	909 453	920 152	940 643	959 484	973 831	909 453	973 831
Crédit à la consommation	238 581	243 883	246 054	254 269	260 222	265 482	243 883	265 482
Emprunts bancaires	34 666	34 896	36 388	36 471	36 552	36 269	34 896	36 269
Autres emprunts	72 522	73 002	74 173	73 924	74 197	74 977	73 002	74 977
Hypothèques	550 546	557 672	563 537	575 979	588 513	597 103	557 672	597 103
Sociétés privées non financières	561 850	559 098	569 421	579 078	582 306	587 300	559 098	587 300
Emprunts bancaires	112 598	113 301	113 001	115 644	115 526	117 001	113 301	117 001
Autres emprunts	72 933	72 612	73 651	74 471	73 747	73 196	72 612	73 196
Autres effets à court terme	39 595	38 351	43 477	42 674	47 128	44 784	38 351	44 784
Hypothèques	105 901	107 475	109 626	111 295	114 287	117 270	107 475	117 270
Obligations	230 823	227 359	229 666	234 994	231 618	235 049	227 359	235 049
Entreprises publiques non financières	64 702	64 506	64 723	64 383	63 505	63 498	64 506	63 498
Emprunts bancaires	2 702	2 936	3 036	2 884	2 864	2 892	2 936	2 892
Autres emprunts	6 168	6 213	6 295	6 688	6 676	6 670	6 213	6 670
Autres effets à court terme	6 785	5 843	5 194	5 134	5 663	6 466	5 843	6 466
Hypothèques	97	97	96	98	100	99	97	99
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	46 802	47 001	47 720	47 131	45 790	45 153	47 001	45 153
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 027	2 295	2 261	2 327	2 291	2 097	2 295	2 097
Administration fédérale	419 903	410 612	426 400	417 697	413 544	412 032	410 612	412 032
Emprunts bancaires	100	100	101	101	101	100	100	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	129 632	118 787	129 632
Obligations fédérales	303 882	291 725	295 237	292 840	288 611	282 300	291 725	282 300
Obligations d'épargne du Canada	21 063	19 462	19 080	18 860	18 651	17 712	19 462	17 712
Autres obligations	282 819	272 263	276 157	273 980	269 960	264 588	272 263	264 588
Autres paliers d'administration publique	395 662	401 499	402 346	409 158	399 728	403 543	401 499	403 543
Emprunts bancaires	3 856	3 873	3 871	2 997	2 848	3 005	3 873	3 005
Autres emprunts	12 610	12 840	12 920	12 652	12 854	13 096	12 840	13 096
Autres effets à court terme	19 682	18 398	12 422	13 794	10 650	13 947	18 398	13 947
Hypothèques	2 045	2 045	2 033	2 033	2 031	2 029	2 045	2 029
Obligations provinciales	316 903	323 519	330 247	336 177	329 560	329 871	323 519	329 871
Obligations municipales	38 707	38 959	38 982	39 628	39 902	39 706	38 959	39 706
Autres obligations	1 859	1 865	1 871	1 877	1 883	1 889	1 865	1 889
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 338 432	2 345 168	2 383 042	2 410 959	2 418 567	2 440 204	2 345 168	2 440 204
Crédit à la consommation	238 581	243 883	246 054	254 269	260 222	265 482	243 883	265 482
Emprunts bancaire	153 922	155 106	156 397	158 097	157 891	159 267	155 106	159 267
Autres emprunts	164 233	164 667	167 039	167 735	167 474	167 939	164 667	167 939
Effets à court terme, Canada	115 921	118 787	131 062	124 756	124 832	129 632	118 787	129 632
Autres effets à court terme	66 062	62 592	61 093	61 602	63 441	65 197	62 592	65 197
Hypothèques	658 589	667 289	675 292	689 405	704 931	716 501	667 289	716 501
Obligations	941 124	932 844	946 105	955 095	939 776	936 186	932 844	936 186
Non-résidents	59 425	58 363	58 726	58 710	57 475	58 811	58 363	58 811
Emprunts bancaires	25 846	25 740	26 593	25 888	27 471	27 249	25 740	27 249
Autres emprunts	33 579	32 623	32 133	32 822	30 004	31 562	32 623	31 562
Hypothèques	0	...	0	0	0	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 397 857	2 403 531	2 441 768	2 469 669	2 476 042	2 499 015	2 403 531	2 499 015
Institutions financières canadiennes	443 677	460 217	473 526	499 922	518 315	541 389	460 217	541 389
Emprunts bancaires	11 315	10 517	12 933	15 137	13 956	14 837	10 517	14 837
Autres emprunts	32 616	36 952	37 970	39 773	42 364	40 727	36 952	40 727
Autres effets à court terme	96 417	98 480	98 560	106 721	111 547	116 607	98 480	116 607
Hypothèques	7 156	7 557	8 665	8 491	10 152	12 501	7 557	12 501
Obligations	296 173	306 711	315 398	329 800	340 296	356 717	306 711	356 717
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 841 534	2 863 748	2 915 294	2 969 591	2 994 357	3 040 404	2 863 748	3 040 404
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	120 875	114 003	114 885	109 697	107 152	98 644	114 003	98 644
Entreprises non financières	75 085	74 502	75 327	75 407	76 663	79 142	74 502	79 142
Administrations publiques	204 038	203 392	214 185	223 345	226 023	224 526	203 392	224 526
Non-résidents	448 023	445 112	445 807	447 502	430 235	426 851	445 112	426 851
Institutions financières canadiennes	2 018 429	2 051 317	2 089 652	2 137 884	2 178 436	2 235 291	2 051 317	2 235 291